# ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

## ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 12 ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ 1964

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
218


## ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ


**ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ**

4429. Περὶ κυρώσεως τῆς Εὐρωπαϊκῆς Συμβάσεως Ἐγκαταστάσεως καὶ τοῦ προσηρτημένου αὐτῇ Πρωτοκόλλου. ... ..... 1

4431. Περὶ ἐπιχορηγήσεως τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Διεθνοῦς καὶ Ἀλλοδαποῦ Δικαίου καὶ κυρώσεως τῆς ὑπ' ἀριθ. 18/24 Ἰανουαρίου 1963 πράξεως τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου «περὶ ἐκτάκτου ἐνισχύσεως τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Διεθνοῦς καὶ Ἀλλοδαποῦ Δικαίου». ... ... ..... 2


## ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΑ ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(1)

### ΝΟΜΟΘ. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4429

*Περὶ κυρώσεως τῆς Εὐρωπαϊκῆς Συμβάσεως Ἐγκαταστάσεως καὶ τοῦ προσηρτημένου αὐτῇ Πρωτοκόλλου.*

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ**

**ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ**

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 21 Ὀκτωβρίου 1964 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον 1.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη ἰσχὺν νόμου ὑπὸ τὰς ἐν τῷ ἑπομένῳ ἄρθρῳ τροποποιήσεις ἡ ἐν Παρισίοις ὑπογραφεῖσα τὴν 13ην Δεκεμβρίου 1955 Εὐρωπαϊκὴ Σύμβασις Ἐγκαταστάσεως καὶ τὸ προσηρτημένον αὐτῇ Πρωτόκολλον, ὧν τὰ κείμενα ἔπονται ἐν γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικήν.

Ἄρθρον 2.

Ἐξουσιοδοτεῖται ὁ ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν Ὑπουργὸς ὅπως προβῇ κατὰ τὴν κατάθεσιν τοῦ ἐπικυρωτικοῦ ἐγγράφου τῆς Συμβάσεως καὶ συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 12 αὐτῆς, εἰς δήλωσιν περὶ μὴ ἀποδοχῆς τοῦ ἐν παραγρ. 1 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου ὑπὸ στοιχεῖον β' ὅρου καὶ περὶ αὐξήσεως τῆς ἐν τῇ αὐτῇ παραγράφῳ ὑπὸ στοιχεῖον α' ὁριζομένης προθεσμίας εἰς δεκαετῆ.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 11 Νοεμβρίου 1964.

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ**
**Β.**

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
**ΓΕΩΡΓ. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ**

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ
**ΣΤΕΦ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ**

ΤΑ ΜΕΛΗ

ΣΤ. ΚΩΣΤΟΠΟΥΛΟΣ, Ν. ΜΠΑΚΟΠΟΥΛΟΣ, Ι. ΤΟΤΜΠΑΣ, Κ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ, Γ. ΜΕΛΑΣ, Ι. ΖΙΓΔΗΣ, ΣΤ. ΑΛΛΑΜΑΝΗΣ, Ν. ΕΞΑΡΧΟΣ, ΑΝΔΡ. ΚΟΚΚΕΒΗΣ, Δ. ΠΑΠΑΣΠΥΡΟΥ, Π. ΒΑΡΔΙΝΟΓΙΑΝΝΗΣ, Ι. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ, ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, Π. ΠΟΛΥΧΡΟΝΙΔΗΣ, ΜΙΧ. ΣΤΕΦΑΝΙΔΗΣ, Ν. ΚΟΥΝΤΟΥΡΗΣ, ΕΥΑΓΓ. ΑΡΒΑΝΙΤΑΚΗΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 11 Νοεμβρίου 1964.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
**Ν. ΜΠΑΚΟΠΟΥΛΟΣ**

## CONVENTION EUROPEENNE D'ETABLISSEMENT

Les gouvernements signataires, Membres du Conseil de l'Europe,

Considérant que le Conseil de l'Europe a pour objet de sauvegarder et promouvoir les idéaux et les principes qui sont le patrimoine commun de ses Membres et de favoriser leur progrès économique et social ;

Reconnaissant le caractère tout particulier des liens qui existent entre les membres du Conseil de l'Europe et qui trouvent leur affirmation dans les conventions et accords déjà conclus dans le cadre du Conseil, notamment dans la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, signéé le 4 novembre 1950, et dans le Protocole additionnel à cette Convention, signé le 20 mars 1952, ainsi que dans la Convention européenne d'Assistance sociale et médicale et dans les deux Accords intérimaires européens sur la Sécurité sociale, signés le 11 décembre 1953;

Convaincus que, par la conclusion d'une convention régionale, l'établissement de règles communes concernant le traitement accordé aux ressortissants de chacun d'eux sur le territoire des autres, est de nature à faire progresser cette oeuvre d'unification ;

Affirmant que les droits et prérogatives qu'ils accordent mutuellement à leurs ressortissants sont concédés uniquement en raison de l'étroite association qui unit, de par le Statut, les pays membres du Conseil de l'Europe ;

Constatant que l'économie de la Convention s' insère étroitement dans le cadre de l'Organisation du Conseil de l'Europe,

Sont convenus de ce qui suit :

### CHAPITRE I
### ENTRÉE, SÉJOUR ET EXPULSION

#### Article 1.

Chacune des Parties Contractantes facilitera l' entrée sur son territoire, en vue d'un séjour temporaire, des ressortissants des autres Parties et leur permettra d'y circuler librement, sauf dans les cas où des raisons relatives à l'ordre public, à la sécurité, à la santé publique ou aux bonnes moeurs s'y opposeraient.

#### Article 2.

Sous les conditions prévues à l'article 1er de la présente Convention, chacune des Parties Contractantes, dans la mesure permise par son état économique et social, facilitera aux ressortissants des autres Parties leur résidence prolongée ou permanente sur son territoire.

#### Article 3.

1. Les ressortissants des Parties Contrctantes résidant régulièrement sur le territoire des autres Parties ne peuvent être expulsés que s' ils menacent la sécurité de l' Etat ou ont contrevenu à l' ordre public ou aux bonnes moeurs.

2. Ceux d' entre eux qui résident régulièrement depuis plus de deux ans sur le territoire de l' une des Parties Contractantes ne peuvent faire l' objet d' une mesure d' expulsion qu' après été admis, à moins de motifs impérieux touchant à la sécurité de l' Etat, à faire valoir les raisons qu'ils peuvent invoquer contre leur expulsion, à présenter un recours à cet effet et à se faire représenter devant une autorité compétente ou devant une ou plusieurs personnes spécialement désignées par l' autorité compétente.

3. Les ressortissants des Parties Contractantes, résidant régulièrement depuis plus de dix ans sur le territoire de l' une d' elles, ne peuvent être expulsés que pour des raisons touchant à la sécurité de l' Etat ou si les autres raisons mentionnées au paragraphe 1 du présent article revêtent un caractère particulier de gravité.

### CHAPITRE II
### EXERCICE DES DROITS CIVILS

#### Article 4

Les ressortissants des Parties Contractantes bénéficient sur le territoire des autres Parties d' un traitement égal à celui des nationaux en ce qui concerne la jouissance et l' exercice des droits civils, soit de nature personnelle, soit de nature patrimoniale.

#### Article 5

Par dérogation aux dispositions de l' article 4 de la présente Convention, chaque Partie Contractante, pour des raisons relevant de la sécurité ou de la défense nationales, peut, en ce qui concerne toutes catégories de biens, en réserver à ses nationaux l' acquisition, la possession ou la jouissance, ou soumettre les ressortissants des autres Parties à des conditions spéciales applicables aux étrangers,

#### Articles 6

1. Indépendamment des cas relevant de la sécurité ou de la défense nationales,

a) toute Partie Contractante qui aurait réservé à ses nationaux ou réglementé, en ce qui concerne les étrangers, y compris même les ressortissants des autres Parties, l'acquisition, la possession ou la jouissance de certaines catégories de biens, ou aurait subordonné l' acquisition, la possession ou la jouissance de ces biens à la réciprocité, notifiera au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, au moment de la signature de la présente Convention, une liste de ces restrictions, en indiquant les dispositions de droit interne qui les ont instituées ; le Secrétaire Général communiquera ces listes aux autres signataires ;

b) les Parties Contractantes ne pourront, après l'entrée en vigueur de la présente Convention à leur égard, introduire de nouvelles restrictions à l'acquisition, la possession ou la jouissance de certaines catégories de biens par les ressortissants des autres Parties que si elles se voient dans la nécessité de le faire pour des raisons impérieuses de caractère économique ou social, ou pour empêcher l'accaparement des ressources vitales du pays ; elles devront, dans ce cas, tenir le Secrétaire Général pleinement informé des mesures prises, des dispositions de droit interne y relatives et des motifs qui les ont dictées ; le Secrétaire Général en donnera communication aux autres Parties.

2. Chaque Partie Contractante s'efforcera de réduire, en faveur des ressortissants des autres Parties, sa liste de restrictions. Elle notifiera ces modifications au Secrétaire Général qui en donnera communication aux autres Parties.

Chaque Partie s'efforcera également de faire bénéficier les ressortissants des autres Parties des dérogations à la réglementation générale relative aux étrangers, autorisées par sa législation.

### CHAPITRE III
### GARANTIES JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIVES

#### Article 7.

Les ressortissants des Parties Contractantes jouissent, sur le territoire des autres Parties, aux mêmes conditions que les nationaux, de la pleine protection

légale et judiciaire de leur personne et de leurs biens, de leurs droits et intérêts. A ces fins, ils ont notamment le droit, au même titre que les nationaux, de recourir aux autorités judiciaires et administratives compétentes et de se faire assister par toute personne de leur choix agréée par les lois du pays.

Article 8.

1. Les ressortissants des Parties Contractantes seront admis sur le territoire des autres Parties au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite aux mêmes conditions que les nationaux.

2. Les indigents ressortissants d'une des Parties Contractantes pourront se faire délivrer gratuitement, sur le territoire d'une autre Partie, des extraits des actes de l'état civil dans les mêmes conditions que les nationaux indigents.

Articles 9.

1. Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être exigé, à raison, soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, des ressortissants d'une des Parties Contractantes, ayant leur domicile ou leur résidence habituelle sur le territoire de l'une des ces Parties , qui seront demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'une autre de ces Parties.

2. La même règle s'applique au versement qui serait exigé des demandeurs ou intervenants pour garantir les frais judiciaires.

3. Les condamnations aux frais et dépens du procès prononcées contre le demandeur ou l' intervenant dispensé de la caution, du dépôt ou du versement en vertu soit des paragraphes précédents du présent article, soit de la loi du pays où l'action est intentée seront, sur demande faite par la voie diplomatique, rendues gratuitement exécutoires par l'autorité compétente sur le territoire de chacune des autres Parties Contractantes.

## CHAPITRE IV.

## EXERCICE DES ACTIVITÉS LUCRATIVES

Article 10.

Chacune des Parties Contractantes autorisera sur son territoire les ressortissants des autres Parties à exercer, sur un pied d'égalité avec les nationaux , toute activité de caractère lucratif, à moins que des raisons sérieuses de caractère économique ou social ne s'opposent à l'octroi de l'autorisation. Cette disposition s'applique, sans y être limitée, aux activités industrielles, commerciales, financières, agricoles, artisanales et aux professions libérales, que la personne intéressée travaille pour son propre compte ou qu'elle soit au service d'une employeur.

Article 11.

Les ressortissants des Parties Contractantes qui auront été admis pour une certaine durée à l' exercice d'une activité de caractère lucratif ne pourront se voir, pendant cette durée, imposer des restrictions non prévues lors de l'autorisation qui leur aura été accordée à moins qu'elles ne soient également applicables aux nationaux se trouvant dans des conditions analogues.

Article 12.

1. Les ressortissants des Parties Contractantes résidant régulièrement sur le territoire d'une autre Partie seront autorisés, sans qu'on puisse leur opposer les restrictions prévues à l'article 10 de la présente Convention, à exercer toute activité de caractère lucratif au même titre que les nationaux lorsqu'ils répondent à l'une des conditions suivantes :

a) avoir exercé régulièrement pendant une période ininterrompue de cinq ans une activité lucrative sur ce territoire ;

b) avoir résidé régulièrement sur ce territoire pendant une période ininterrompue de dix ans ;

c) avoir été admis à la résidence permenente.

Toute Partie Contractante peut, au moment de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification de la présente Convention, déclarer ne pas accepter une ou deux des conditions susdites.

2. Elle peut également, suivant la même procédure, porter à un maximum de dix ans le délai prévu sub (a) sans que cette décision puisse entraîner, après une première période de cinq ans, l'interruption ou la modification de l'activité jusq'alors exercée. Elle peut également déclarer qu'elle n'accordera pas dans tous les cas le passage de plein droit d'une activité salariée à une activité indépendante.

Article 13.

Toute Partie Contractante peut réserver à ses nationaux les fonctions publiques et les activités concernant la sécurité ou la défense nationales ou en subordonner l'exercice par des ressortissants étrangers à des conditions spéciales.

Article 14.

1. Indépendamment des matières visées à l'article 13 de la présente Convention,

a) toute Partie Contractante qui aurait réservé à ses nationaux certaines activités, ou en aurait réglementé l'exercice par les étrangers, y compris même les ressortissants des autres Parties, ou en aurait subordonné lexercice à la réciprocité, notifiera au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, au moment de la signature de la présente Convention, une liste de ces restrictions, en indiquant les dispositions de droit interne qui les ont instituées; le Secrétaire Général communiquera ces listes aux autres signataires;

b) les Parties Contractantes ne pourront, après l'entrée en vigueur de la présente Convention à leur égard, introduire de nouvelles restrictions à l'exercice des activités de caractère lucratif par les ressortissants des autres Parties, qui si elles se se voient dans le nécessité de le faire pour des raisons impérieuses de caractère économique ou social; elles devront, dans ce cas, tenir le Secrétaire Général pleinement informé des mesures prises, des dispositions de droit interne y relatives et des motifs qui les ont dictées; le Secrétaire Général en donnera communication aux autres Parties.

2. Chaque Partie Contractante s'efforcera, en faveur des ressortissants des autres Parties :

— de réduire la liste des activités réservées à ses nationaux ou dont l'exercice par des ressortissants étrangers est réglementé ou subordonné à la réciprocité; elle notifiera ces modifications au Secrétaire Général qui en donnera communication aux autres Parties;

— de consentir, dans la mesure prévue par sa législation, des dérogations individuelles aux dispositions en vigueur.

Article 15.

L'exercice par les ressortissants d'une Partie Contractante sur le territoire d'une autre Partie d'une activité pour laquelle les ressortissants de cette Partie doivent posséder des titres professionnels ou techniques, ou fournir des garanties, sera subordonné à la production des mêmes garanties, à la possession des mêmes titres ou d'autres reconnus comme équivalents par l'autorité nationale compétente.

Toutefois, les ressortissants des Parties Contractantes qui exercent régulièrement leur profession sur le ter-

ritoire de l'une d'elles, pourront être appelés sur le territoire de toute Partie par un de leurs confrères afin de lui prêter assistance dans un cas particulier.

Article 16

Les voyageurs de commerce, ressortissants de l'une des Parties Contractantes, qui sont au service d'une enterprise ayant son centre principal d'activité sur le territoire de l'une des Parties, n'ont besoin d' aucune autorisation pour exercer leur activité sur le territoire d' une autre Partie, à condition de ne pas y séjourner plus de deux mois par semestre.

Article 17

1. Les ressortissants des Parties Contractantes bénéficieront, sur le territoire des autres Parties Contractantes, d'un traitement non moins favorable que les nationaux, en ce qui concerne toute réglementation par l'autorité publique des rémunérations ainsi que des conditions de travail en général.

2. Les dispositions du présent chapitre ne peuvent être interprétées comme obligeant les Parties Contractantes à accorder sur leur territoire, aux ressortissants des autres Parties, un traitement plus favorable, en ce qui concerne l'exercice d'activités lucratives, que celui qu'elles accordent à leurs nationaux.

## CHAPITRE V

## DROITS PARTICULIERS

Article 18

Aucune Partie Contractante ne peut interdire aux ressortissants des autres Parties, ayant exercé régulièrement sur son territoire, depuis cinq ans au moins, une activité appropriée, de participer comme électeurs, dans les mêmes conditions que les nationaux, aux élections au sein des organismes de caractère économique ou professionnel, tels que les Chambres de Commerce, d' Agriculture et de Métiers, sous réserve des décisions que pourront prendre à ce sujet lesdits organismes ou organisations dans les limites de leur compétence.

Article 19

Les ressortissants des Parties Contractantes sont admis, sans autres restrictions que celles qui sont aplicables aux nationaux, à l'exercice, sur le territoire des autres Parties, des fonctions d'arbitre, dans les arbitrages où le choix des arbitres est laissé entièrement aux particuliers.

Article 20

Dans la mesure où l'accès à l'enseignement relève de la compétence de l' Etat, les ressortissants d' âge scolaire de toute Partie Contractante, résidant régulièrement sur le territoire d'une autre Partie, seront admis, sur un pied d'égalité complète avec les nationaux, à recevoir l'enseignement primaire et secondaire ainsi que l'enseignement technique et professionnel. L'extension de cette disposition à l'octroi de bourses d' études demeure réservée à l'appréciation de chacune des Parties Contractantes. Lesdits ressortissants seront assujettis à l'obligation scolaire, si la législation nationale l'institue pour les nationaux.

## CHAPITRE VI

## RÉGIME FISCAL, PRESTATIONS CIVILES OBLIGATOIRES, EXPROPRIATION OU NATIONALISATION

Article 21

1. Sous réserve des dispositions concernant la double imposition contenues dans des accords conclus, ou a conclure, les ressortissants des Parties Contractantes ne seront pas assujettis sur le territoire des autres Parties à des droits, taxes, impôts ou contributions, sous quelque dénomination que ce soit, autres, plus élevés ou plus onéreux, que ceux qui sont exigés des nationaux qui se trouvent dans une situation analogue. Ils bénéficieront notamment des réductions ou exemptions d'impôts ou taxes et des dégrèvements à la base, y compris les déductions accordées pour charges de famille.

2. Les Parties Contractantes ne percevront sur les ressortissants des autres Parties aucune taxe de séjour qui ne serait pas exigée des nationaux. Cette disposition ne fait pas obstacle à la perception le cas échéant des taxes afférentes à l'accomplissement des formalités administratives telles que les taxes relatives à la délivrance des permis et autorisations requis des étrangers. Toutefois, ces taxes ne devront pas être supérieures aux dépenses entraînées par ces formalités.

Article 22

Les ressortissants des Parties Contractantes ne peuvent, en aucun cas, être soumis, sur le territoire des autres Parties, à des prestations civiles, soit de nature personnelle, soit de nature patrimoniale, autres ou plus onéreuses que celles requises des nationaux dans les mêmes conditions.

Article 23

Sans préjudice des dispositions de l'article 1er du Protocole additionnel à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, les ressortissants des Parties Contractantes, en cas d'exportation ou de nationalisation de leurs biens par une autre Partie, auront droit à un traitement au moins aussi favorable que les nationaux.

## CHAPITRE VII

## COMITÉ PERMANENT

Article 24

1. Il sera constitué, dans l'année qui suivra la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, un Comité Permanent. Ce Comité fera toutes propositions tendant à améliorer les conditions d'application de la Convention et, le cas échéant, à en reviser ou à en compléter les dispositions.

2. Le Comité s'efforcera, en cas de divergence de vues sur l'interprétation ou l'application des dispositions de l' article 6, paragraphe 1 (b) et de l'article 14, paragaphe 1 (b) de la présente Convention, de concilier les Parties à la demande de l'une d'entre elles.

3. Le Comité fera publier un rapport périodique contenant tous les renseignements relatifs à l'état de la législation et de la réglementation en vigueur sur le territoire des Parties et se rapportant aux matières visées par la présente Convention.

4. Tout Membre du Conseil de l'Europe ayant ratifié la présente Convention désignera un représentant à ce Comité. Tout autre Membre du Conseil pourra s' y faire représenter par un observateur ayant voix consultative.

5. Le Comité est convoqué par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Sa première session aura lieu dans les trois mois de sa constitution. Les sessions ultérieures auront lieu au moins une fois tous les deux ans. Le Comité pourra être également convoqué aussi souvent que le Comité des Ministres du Conseil le jugera nécessaire. Le délai de deux ans ne commencera à courir qu'à la date de la clôture de la dernière session.

6. Les avis ou recommandations du Comité Permanent sont soumis au Comité des Ministres.

7. Le Comité Permanent établit son règlement intérieur.

## CHAPITRE VIII
## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### Article 25

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux dispositions des législations nationales, des traités, conventions ou accords bilatéraux ou multilatéraux qui sont ou entreront en vigueur en vertu desquels un traitement plus favorable serait accordé aux ressortissants d'une ou de plusieurs autres Parties Contractantes.

### Article 26

1. Tout Membre du Conseil de l'Europe peut, au moment de la signature de la présente Convention ou du dépôt de son instrument de ratification, formuler une réserve au sujet d'une disposition particulière de la Convention, dans la mesure où une loi, alors en vigueur sur son territoire, n'est pas conforme à cette disposition. Les réserves de caractère général ne sont pas autorisées aux termes du présent article.

2. Toute réserve émise conformément au présent article comporte un bref exposé de la loi en cause.

3. Tout Membre du Conseil qui fait une réserve en vertu du présent article, la retirera aussitôt que les circonstances le permettront. Le retrait des réserves sera fait par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil ; cette notification prendra effet à la date de sa réception. Le Secrétaire Général en communiquera le texte à tous les signataires de la Convention.

### Article 27

Une Partie Contractante qui, en vertu de l'article 26 de la présente Convention, a formulé une réserve au sujet d'une disposition particulière de la Convention, ne pourra prétendre à l'application de cette disposition par une autre Partie que dans la mesure où elle l'aurait elle-même acceptée.

### Article 28

1. En cas de guerre ou en cas d'autre danger public menaçant la vie de la nation, toute Partie Contractante peut prendre des mesures dérogeant aux obligations prévues par la présente Convention, dans la stricte mesure où la situation l'exige et à la condition que ces mesures ne soient pas en contradiction avec les autres obligagations découlant du droit international.

2. Toute Partie Contractante qui exerce ce droit de dérogation tient le Sécrétaire Général du Conseil de l'Europe pleinement informé des mesures prises et des motifs qui les ont inspirées. Elle doit également informer le Secrétaire Général du Conseil de la date à laquelle ces mesures ont cessé d'être en vigueur et les dispositions de la Convention reçoivent de nouveau pleine application

## CHAPITRE IX
## DOMAINE D'APPLICATION DE LA CONVENTION

### Article 29

1. La présente Convention s'applique aux territoires métropolitains des Parties Contractantes.

2. Tout Membre du Conseil peut, au moment de la signature ou de la ratification de la présente Convention, ou à tout autre moment par la suite, déclarer, par notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, que la présente Convention s'appliquera à celui ou à ceux des territoires désignés dans ladite déclaration et dont il assure les relations internationales.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 33 de la présente Convention.

4. Le Secrétaire Général communiquera aux autres Membres du Conseil toute déclaration qui lui aura été notifiée en vertu du paragraphe 2 ou du paragraphe 3 du présent article.

### Article 30

1. Sont considérées comme ressortissants aux termes de la présente Convention les personnes physiques possédant la nationalité d'une des Parties Contractantes.

2. Aucune Partie Contractante ne sera tenue d'accorder le benéfice de la présente Convention aux ressortissants d'une autre Partie Contractante qui ont leur résidence habituelle sur un territoire non métropolitain de cette Partie auquelle la Convention n'est pas applicable.

## CHAPITRE X
## RÉGLEMENT DES DIFFÉRENDS

### Article 31

1. Les différends qui pourraient s'élever entre les Parties Contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente Convention seront soumis à la Cour Internationale de Justice par voie de compromis ou de requête d'une des parties au différend, à moins que celles-ci ne conviennent d'un autre mode de règlement pacifique.

2. Après l'entrée en vigueur de la Convention européenne sur le Règlement pacifique des Différends, les Parties à cette Convention en appliqueront les dispositions qui les lient à tous les différends qui pourraient s'élever entre elles relativement à la présente Convention

3. Tout différend soumis à une procédure prévue aux paragraphes précédents, sera immédiatement porté par les parties intéressées à la connaissance du Secrétaire Général du Conseil de l' Europe qui avertira, sans délai, les autres Parties Contractantes.

4. Si une partie à un litige ne satisfait pas aux obligations qui lui incombent en vertu d'un arrêt de la Cour Internationale de Justice ou de la sentence d'un tribunal arbitral, l'autre partie pourra recourir au Comité des Ministres du Conseil de l'Europe et celui-ci, s'il le juge nécessaire pourra, par un vote à la majorité des deux tiers des représentants ayant le droit de siéger au Comité, faire des recommandations en vue d' assurer l'exécution de l'arrêt ou de la sentence.

## CHAPITRE XI
## DISPOSITIONS FINALES

### Article 32.

Le Protocole annexé à la présente Convention fait partie intégrante de celle-ci.

### Article 33.

1. Une Partie Contractante ne peut dénoncer la présente Convention qu'à l'expiration d'un délai de cinq ans à partir de la date d'entrée en vigueur de la Convention à son égard moyennant un préavis de six mois, donné par une notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, qui en informe les autres Parties. Toute Partie qui ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue ci-dessus restera liée pour une nouvelle période de deux ans et ainsi de suite jusqu'à la dénonciation de la Convention par un préavis de six mois avant l'expiration de chacune de ces périodes.

2. La dénonciation ne peut avoir pour effet de délier la Partie Contractante intéressée des obligations tenues dans la présente Convention en ce qui conce ne tout fait qui aurait été accompli par elle antérieurement à la date à laquelle la dénonciation produit effet.

3. Sous la même réserve cesserait d'être Partie à la présente Convention toute Partie Contractante qui cesserait d'être Membre du Conseil de l'Europe.

Article 34.

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La présente Convention entrera en vigueur à la date du dépôt du cinquième instrument de ratification.

3. Pour tout signataire qui la ratifiera ultérieurement, la Convention entrera en vigueur à la date du dépôt de son instrument de ratification.

4. Le Secrétaire Géneral notifiera à tous les Membres du Conseil l'entrée en vigueur de la Convention, les noms des Parties Contractantes qui l'auront ratifiée, les réserves formulées ainsi que le dépôt de tout instrument de ratification intervenu ultérieurement.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris,
le 13 décembre 1955, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui Sera déposé aux archives du Conseil de l'Europe. Le secrétaire Général en communiquera des copies certifiées conformes à tous les signataires.

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :
P. H. SPAAK

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark :
Ernst CHRISTIANSEN

Pour le Gouvernement de la République française :
Antoine PINAY

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d' Allemagne :
v. BRENTANO

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce :
Spiro THEOTOKY

Pour le Gouvernement de la République islandaise :
Kristinn GUDMUNDSSON

Pour le Gouvernement d'Irlande :

Pour le Gouvernement de la République italienne :
Vittorio BADINI

Pour le Gouvernement du Grand Duché de Luxembourg:
BECH

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays – Bas:
J. W. BEYEN

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège :
Halvard LANGE

Pour le Gouvernement de la Sarre :
(par application de la Résolution (55) 31 du Comité des Ministres)
Liam COSGRAVE

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède :
Sous réserve de ratification avec l'assentiment du Parlement suédois
K. I. WESTMAN

Pour le Gouvernement de la Répoublique turque :
N. MENEMENCIOGLU

Pour le Gouvernement du Royaume–Uni de Grande–Bretagne et d'Irlande du Nord :

## PROTOCOLE

Section I.

ad articles 1, 2, 3, 5, 6 paragraphe 1 al. (b), 10, 13 et 14 paragraphe 1 al. (b)

(a) Chaque Partie a le droit d'apprécier, selon des critères nationaux :

1. «des raisons relatives à l'ordre public, à la sécurité, à la santé publique ou aux bonnes moeurs» qui peuvent s'opposer à l'entrée sur son territoire des ressortissants des autres Parties;

2. les raisons tirées de «son état économique et social» qui pourraient s'opposer à l'octroi d'une résidence prolongée ou permanente sur son territoire aux ressortissants des autres Parties ou à l'octroi d'une autorisation d'exercer une activité lucrative;

3. les circonstances qui constituent une menace à la sécurité de l'Etat ou qui portent atteinte à l'ordre public ou aux bonnes moeurs;

4. les raisons spécifiées dans la Convention en vertu desquelles elle possède la faculté de réserver à ses nationaux l'acquisition, la possession ou la jouissance de certaines catégories de biens ou l'exercice de certains droits et activités ou de soumettre en ces matières les ressortissants des autres Parties à des conditions spéciales.

b) Il appartient à chaque Partie d'apprécier si les raisons pouvant motiver l'expulsion revêtent un «caractère particulier de gravité». Dans cette appréciation il sera tenu compte de la conduite qu'a eue l'intéressé pendant toute la durée de sa résidence.

c) La faculté de limiter les droits des ressortissants des Parties Contractantes ne sera exercée que pour les motifs énumérés dans la présente Convention et dans la mesure compatible avec les engagements assumés par les Parties.

Section II.

ad articles 1, 2, 3, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 20

a) Les prescriptions qui réglementent l'admission le séjour et la circulation des étrangers ainsi que leur accès aux activités de caractère lucratif ne sont pas affectées par la présente Convention pour autant qu' elles ne sont pas en contradiction avec elle.

b) Les ressortissants des Parties Contractantes sont considérés comme résidant régulièrement sur le territoire de l'une d'entre elles lorsqu'ils se sont confirmés à ces prescriptions.

Section III.

ad articles 1, 2, et 3

a) La notion d'«ordre public» doit être entendue dans l'acception large qui est, en général, admise dans les pays continentaux. Une Partie pourrait notamment refuser l'accès à un ressortissant d'une autre Partie pour des raisons politiques ou s'il existe des raisons de croire que ce ressortissant est dans l'incapacité de couvrir ses frais de séjour ou qu'il se propose d'occuper un emploi rétribué sans être muni des autorisations éventuellement nécessaires.

b) Dans l'exercice des droits qui leur sont reconnus, les Parties Contractantes s'engagent à tenir compte des liens familiaux.

c) Le droit d'expulsion ne peut être exercé que dans des cas individuels.

Les Parties Contractantes n'useront de ce droit qu' avec les ménagements impliqués par les relations particulières qui existent entre les Membres du Conseil de l'Europe. Elles tiendront compte notamment des liens familiaux et de la durée du séjour sur leur territoire de la personne intéressée.

Section IV.

ad articles 8 et 9

Les dispositions des articles 8 et 9 de la présente Convention n'affectent en rien les engagements résultant des dispositions de la Convention de la Haye relative à la procédure civile.

Section V.

ad articles 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, et 17

a) Les dispositions des articles 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 de la présente Convention sont applicables sous réserve des conditions relatives à l'entrée et à la résidence prévues par les articles 1 et 2.

b) Le conjoint et les enfants à charge des ressortissants de l'une des Parties Contractantes résidant régulièrement sur le territoire d'une autre Partie, qui ont été autorisés à les accompagner ou à les rejoindre, seront, autant que possible, admis à y occuper un emploi, dans les conditions prévues par la présente Convention.

c) Ne pourront se prévaloir des dispositions de l' article 12 de la présente Convention les ressortissants d'une Partie Contractante qui résident sur le territoire d'une autre Partie en vertu de statuts spéciaux ou qui exercent une activité lucrative en vertu de règles ou accords spéciaux tels que les membres ou le personnel non recruté sur place de missions diplomatiques et consulaires, les agents des organisations internationales, les stagiaires, les apprentis, les étudiants, les personnes employées en vue de parfaire leur formation professionnelle, ainsi que les membres de l'équipage des navires et des aéronefs.

d) Les Parties Contractantes aux termes de l'article 16 de la présente Convention s'interdisent d'assimiler, dans leurs législation ou règlements intérieurs, la profession de voyageur de commerce à une industrie ambulante ou au colportage.

e) Il est entendu que l'article 16 s'applique uniquement aux voyageurs de commerce placés sous les ordes d'une entreprise située hors du pays d'acueil et rémunérés exclusivement par celle-ci.

f) Les dispositions de l'article 17, paragraphe 1, de la présente Convention ne s'appliquent pas au cas particulier des stagiaires en ce qui concerne les rémunérations.

Section VI.

ad articles 2, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 et 25

a) Il est spécifié que la Convention n'est pas applicable à la propriété industrielle, littéraire et artistique et des nouveautés végétales, ces matières restant réservées aux conventions internationales ou à tous autres accords internationaux y relatifs, qui sont ou entreront en vigueur.

b) Dans leurs relations multuelles, celles des Parties Contractantes à la présente Convention qui sont ou seront liées par les décisions du Conseil de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, régissant l'emploi des ressortissants des pays membres de cette Organisation, appliqueront, quant à l'exercice des activités salariées, celles des dispositions qui sont plus favorables aux salariés. Elles se conformeront pour l'application des dispositions des articles 2, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 de la présente Convention, ainsi que pour l'appréciation des raisons de caractère économique ou social mentionnées aux articles 10 et 14, à l'esprit et à la lettre des décisions susmentionnées pour autant que celles-ci sont plus favorables aux salariés.

Section VII.

ad article 26, paragraphe 1.

Les Parties Contractantes ne feront usage du droit qui leur est conféré que dans la mesure où elles estimeront que des dispositions essentielles de leur législation interne l'exigent.

Section VIII.

ad article 29, paragraphe 1

a) En ce qui concerne la France, la présente Convention s'applique également à l'Algérie et aux départements d'outre-mer.

b) La République Fédérale d'Allemagne pourra étendre l'application de la présente Convention au Land Berlin par une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe. Celui-ci notifiera cette déclaration aux autres Parties Contractantes.

ad article 29, paragraphe 2

Tout Membre du Conseil de l'Europe qui fera une déclaration en vertu du paragraphe 2 de l'article 29 de la présente Convention notifiera en même temps au Secrétaire Général du Conseil, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, les listes des restrictions prévues à l'Article 6, paragraphe 1, et à l' Article 14, paragraphe 1, ainsi que toute déclaration faite en vertu de l'article 12 et toute réserve formulée en vertu de l'article 26 de la présente Convention.

ad article 30.

La «résidence habituelle» s'appréciera selon les règles applicables dans le pays dont l'intéressé est ressortissant.

Section IX.

ad article 31, paragraphe 1

Les Parties Contractantes qui ne sont pas partie au Statut de la Cour Internationale de Justice prendront les mesures nécessaires pour avoir accès à la Cour.

## ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΠΕΡΙ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΕΩΣ

Αἱ ὑπογράφουσαι Κυβερνήσεις – Μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν ὅτι τὸ Συμβούλιον τῆς Εὐρώπης σκοπεῖ τὴν περιφρούρησιν καὶ τὴν προαγωγὴν τῶν ἰδεωδῶν καὶ τῶν ἀρχῶν, τῶν συνιστώντων κοινὴν κληρονομίαν τῶν μελῶν αὐτοῦ, ὡς καὶ τὴν ὑποβοήθησιν τῆς οἰκονομικῆς καὶ κοινωνικῆς προόδου τούτων,

Ἀναγνωρίζουσαι τὸν ἰδιάζοντα χαρακτῆρα τῶν μεταξὺ χωρῶν-μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης ὑφισταμένων δεσμῶν, τῶν πιστοποιουμένων εἰς τὰς ἤδη συνομολογημένας συμβάσεις καὶ συμφωνίας ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ Συμβουλίου, ἰδίᾳ εἰς τὴν Σύμβασιν περὶ προστασίας τῶν Δικαιωμάτων τοῦ Ἀνθρώπου καὶ τῶν θεμελιωδῶν Ἐλευθεριῶν, τὴν ὑπογραφεῖσαν τὴν 4ην Νοεμβρίου 1950 καὶ τοῦ προσηρτημένου τῇ συμβάσει Πρωτοκόλλου, τοῦ ὑπογραφέντος τὴν 20ὴν Μαρτίου 1952, ὡς καὶ εἰς τὴν Εὐρωπαϊκὴν Σύμβασιν κοινωνικῆς καὶ ἰατρικῆς βοηθείας καὶ τῶν δύο προσωρινῶν εὐρωπαϊκῶν συμφωνιῶν περὶ κοινωνικῆς ἀσφαλίσεως, τῶν ὑπογραφεισῶν τὴν 11ην Δεκεμβρίου 1953,

Πεπεισμέναι ὅτι, διὰ τῆς συνάψεως περιφερειακῆς συμβάσεως ὁ καθορισμὸς κοινῶν κανόνων ἀφορώντων εἰς τὴν μεταχείρισιν τὴν ἐπιφυλασσομένην εἰς τοὺς ὑπηκόους ἑκάστης τούτων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν λοιπῶν, δύναται νὰ συμβάλλῃ εἰς τὴν πρόοδον τοῦ ἔργου τούτου τῆς ἑνοποιήσεως.

Δηλοῦσαι ὅτι τὰ δικαιώματα καὶ προνόμια, τὰ ἐκχωρούμενα ἀμοιβαίως πρὸς τοὺς ὑπηκόους αὐτῶν παρέχονται ἀποκλειστικῶς ἕνεκα τοῦ στενοῦ δεσμοῦ τοῦ συνδέοντος, κατὰ τὸν Καταστατικὸν Χάρτην, τὰς χώρας-μέλη τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης,

Συνεφώνησαν καὶ συναπεδέχθησαν τὰ ἀκόλουθα:

### ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι

Εἴσοδος, παραμονὴ καὶ ἀπέλασις.

Ἄρθρον 1.

Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θέλει διευκολύνει τὴν εἴσοδον εἰς τὴν ἐπικράτειαν αὐτοῦ ἐν ὄψει προσκαίρου παραμονῆς, τῶν ὑπηκόων τῶν λοιπῶν Μερῶν, ἐπιτρέπον εἰς τούτους τὴν ἐλευθέραν κυκλοφορίαν ἐν αὐτῇ, ἐξαιρέσει τῆς περιπτώσεως καθ' ἣν λόγοι δημοσίας τάξεως, ἀσφαλείας, δημοσίας ὑγείας ἢ ἠθῶν ἀντιβαίνουσιν εἰς τὸ τοιοῦτον.

Ἄρθρον 2.

Βάσει τῶν ἐν τῷ ἄρθρῳ 1φ τῆς παρούσης Συμβάσεως προϋποθέσεων, ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἐν τῷ μέτρῳ τῆς οἰκονομικῆς καὶ κοινωνικῆς αὐτοῦ καταστάσεως, θέλει διευκολύνει τὴν ἐπὶ μακρότερον χρόνον ἢ μονίμως παραμονὴν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ τῶν ὑπηκόων τῶν λοιπῶν Μερῶν.

Ἄρθρον 3.

1. Ὑπήκοοι τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, νομίμως διαβιοῦντες ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν ἄλλων Μερῶν, δὲν δύνανται ν' ἀπελαθῶσιν εἰ μὴ μόνον ἐφ' ὅσον ἀπειλῶσι τὴν ἀσφάλειαν τοῦ Κράτους ἢ ἐφ' ὅσον ἀντεστρατεύθησαν πρὸς τὴν δημοσίαν τάξιν ἢ τὰ χρηστὰ ἤθη.

2. Οἱ ἐκ τῶν ἀνωτέρω διαμένοντες νομίμως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἀπὸ δεκαετίας καὶ πλέον, δὲν ὑπόκεινται εἰς τὸ μέτρον τῆς ἀπελάσεως, ἐξαιρέσει σοβαρῶν λόγων ἀπτομένων τῆς ἀσφαλείας τοῦ Κράτους, εἰ μὴ μόνον κατόπιν παροχῆς εἰς τούτους τῆς δυνατότητος ὑποστηρίξεως τῶν ἐπιχειρημάτων, ἅτινα δύνανται νὰ ἐπικαλεσθῶσι κατὰ τῆς ἀπελάσεως αὐτῶν, ἀσκήσεως προσφυγῆς πρὸς τοῦτο ἢ παραστάσεως ἐνώπιον τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς ἢ ἐνώπιον ἑνὸς ἢ πλειόνων προσώπων, εἰδικῶς ὑποδειχθησομένων παρὰ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς.

3. Ὑπήκοοι τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν νομίμως διαβιοῦντες ἀπὸ δεκαετίας καὶ πλέον ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς ἐκ τούτων, δὲν δύνανται ν' ἀπελαθῶσιν εἰμὴ μόνον διὰ λόγους ἀπτομένους τῆς ἀσφαλείας τοῦ Κράτους ἢ ἐφ' ὅσον οἱ λοιποὶ λόγοι, οἱ μνημονευόμενοι ἐν τῇ 1ῃ παραγράφῳ τοῦ παρόντος ἄρθρου προσλαμβάνουσι χαρακτῆρα ἰδιαζούσης βαρύτητος.

### ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙ.

Ἄσκησις τῶν ἀστικῶν δικαιωμάτων.

Ἄρθρον 4.

Οἱ ὑπήκοοι τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἀπολαμβάνουσιν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν λοιπῶν Μερῶν τῆς αὐτῆς μεταχειρίσεως οἵας καὶ οἱ γηγενεῖς εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ τὴν ἀπόλαυσιν καὶ τὴν ἄσκησιν τῶν ἀστικῶν δικαιωμάτων, προσωπικῶν τε καὶ τοιούτων ἀναγομένων εἰς τὰ τῆς ἰδιοκτησίας.

Ἄρθρον 5.

Καθ' ὑπέρβασιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 4 τῆς παρούσης συμβάσεως, ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος, διὰ λόγους ἀναγομένους εἰς τὴν ἐθνικὴν ἀσφάλειαν ἢ τὴν ἐθνικὴν ἄμυναν, δύναται νὰ ἐπιφυλάσσῃ εἰς μόνους τοὺς ὑπηκόους αὐτοῦ τὸ δικαίωμα ἀποκτήσεως, κατοχῆς ἢ ἐκμεταλλεύσεως οἱασδήποτε κατηγορίας ἀγαθῶν ἢ νὰ ὑπαγάγῃ τοὺς ὑπηκόους τῶν λοιπῶν Μερῶν εἰς τὰς εἰδικὰς διατάξεις τὰς ἐφαρμοζομένας ἐν προκειμένῳ ἐπὶ ἀλλοδαπῶν.

Ἄρθρον 6.

Ἀνεξαρτήτως τῶν συνθηκῶν, τῶν ἀπορρεουσῶν ἐκ τῆς ἐθνικῆς ἀσφαλείας ἢ τῆς ἐθνικῆς ἀμύνης:

α) Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος, ὅπερ ἤθελεν ἐπιφυλάξῃ εἰς μόνους τοὺς ὑπηκόους αὐτοῦ ἢ ἤθελεν ἐπιβάλλει περιορισμοὺς προκειμένου περὶ ἀλλοδαπῶν, περιλαμβανομένων καὶ τῶν ὑπηκόων τῶν λοιπῶν Μερῶν, εἰς τὴν ἀπόκτησιν, τὴν κατοχὴν ἢ τὴν ἐκμετάλλευσιν ἐνίων κατηγοριῶν ἀγαθῶν ἢ ἤθελεν ὑπαγάγῃ τὴν ἀπόκτησιν, τὴν κατοχὴν ἢ τὴν ἐκμετάλλευσιν τῶν ἀγαθῶν τούτων εἰς τὸν κανόνα τῆς ἀμοιβαιότητος, θέλει ἐπιδώσῃ πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα παρὰ τῷ Συμβουλίῳ τῆς Εὐρώπης κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς παρούσης συμβάσεως πίνακα τῶν περιορισμῶν τούτων, ὑποδεικνύον τὰς διατάξεις ἐσωτερικοῦ δικαίου τὰς καθιερωσάσας τούτους. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλει ἀνακοινώσῃ τοὺς πίνακας τούτους πρὸς τοὺς λοιποὺς ὑπογράφοντας.

β) Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, ἀφ' ἧς τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἡ παροῦσα σύμβασις ὡς πρὸς ταῦτα, δὲν δύνανται νὰ ἐπιβάλλωσι νέους περιορισμοὺς εἰς τὴν ἀπόκτησιν, τὴν κατοχὴν ἢ τὴν ἐκμετάλλευσιν ἐνίων κατηγοριῶν ἀγαθῶν παρ' ὑπηκόων τῶν λοιπῶν Μερῶν, εἰ μὴ μόνον ἐφ' ὅσον ἐξαναγκασθῶσι πρὸς τοῦτο ἐξ ἐπιτακτικῆς ἀνάγκης οἰκονομικῆς ἢ κοινωνικῆς φύσεως ἢ πρὸς παρεμπόδισιν τῆς μονοπωλήσεως ζωτικῶν πόρων τῆς χώρας· ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει ὑποχρεοῦνται εἰς πλήρη ἐνημέρωσιν τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως περὶ τῶν ληφθέντων μέτρων, περὶ τῶν σχετικῶν διατάξεων ἐσωτερικοῦ δικαίου καὶ περὶ τῶν λόγων, οἵτινες ὑπηγόρευσαν ταῦτα. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλει ἀνακοινώσῃ ταῦτα πρὸς τὰ λοιπὰ Μέρη.

2. Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θέλει καταβάλλει προσπάθειαν ἐλαττώσεως τῶν ἐν τῷ πίνακι περιορισμῶν, ἐπ' ὠφελείᾳ τῶν ὑπηκόων τῶν λοιπῶν Μερῶν, θέλει δὲ ἀνακοινώσῃ τὰς σχετικὰς τροποποιήσεις πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις θὰ κοινοποιῇ ταύτας πρὸς τὰ λοιπὰ Μέρη.

Ἕκαστον Μέρος θέλει ἐπίσης καταβάλλει προσπάθειαν, ὅπως θεσπίσῃ ὑπὲρ τῶν ὑπηκόων τῶν λοιπῶν Μερῶν, πᾶσαν νόμιμον ἀπαλλαγὴν ἐκ τῶν γενικῶν διατάξεων, τῶν διεπουσῶν τὰ τῶν ἀλλοδαπῶν.

### ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΙΙ.

Δικαστικαὶ καὶ Διοικητικαὶ Ἐγγυήσεις.

Ἄρθρον 7.

Οἱ ὑπήκοοι τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἀπολαμβάνουσιν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν λοιπῶν Μερῶν, ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὡς καὶ οἱ γηγενεῖς ὅρους, πλήρους νομικῆς καὶ δικαστικῆς προστασίας τοῦ ἀτόμου καὶ τῶν περιουσιῶν αὐτῶν, τῶν δικαιωμάτων καὶ τῶν συμφερόντων αὐτῶν. Ἐπὶ τούτῳ ἔχουσι συγκεκριμένως τὸ δικαίωμα, ὡς ἀκριβῶς καὶ οἱ γηγενεῖς, τοῦ ἀναφέρεσθαι εἰς τὰς ἁρμοδίας δικαστικὰς καὶ πολιτικὰς ἀρχὰς καὶ τοῦ παρίστασθαι διὰ παντὸς προσώπου τῆς ἰδίας αὐτῶν ἐκλογῆς, προβλεπομένου πρὸς τοῦτο ὑπὸ τῶν Νόμων τῆς Χώρας.

Ἄρθρον 8.

1. Οἱ ὑπήκοοι τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἀπολαμβάνουσιν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν λοιπῶν Μερῶν τοῦ δικαιώματος τῆς δωρεὰν δικαστικῆς ἀρωγῆς ὑπὸ τοὺς αὐτούς, ὡς καὶ οἱ γηγενεῖς ὅρους.

2. Ἄποροι ὑπήκοοι παντὸς Συμβαλλομένου Μέρους δικαιοῦνται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑτέρου Μέρους, δωρεὰν ἐκδόσεως ἀντιγράφων ληξιαρχικῶν πράξεων ὑπὸ τοὺς αὐτοὺς ὡς καὶ οἱ ἄποροι γηγενεῖς ὅρους.

Ἄρθρον 9.

1. Οὐδεμία ἐγγύησις ἢ παρακαταθήκη πάσης φύσεως δύναται νὰ ζητηθῇ, εἴτε ἕνεκα τῆς ἰδιότητός των τοῦ ἀλλοδαποῦ, εἴτε ἕνεκεν ἐλλείψεως κατοικίας ἢ μονίμου διαμονῆς ἐν τῇ χώρᾳ, παρ' ὑπηκόων τινὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἐχόντων κατοικίαν ἢ τὴν συνήθη διαμονὴν αὐτῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑτέρου Μέρους καὶ ἐναγόντων ἢ παρεμβαινόντων ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων ἑτέρου τῶν Μερῶν τούτων.

2. Ὁ αὐτὸς κανὼν ἐφαρμόζεται προκειμένου περὶ τοῦ ποσοῦ οὗτινος ἀπαιτεῖται ἡ κατάθεσις παρὰ τῶν ἐναγόντων ἢ τῶν παρεμβαινόντων πρὸς ἐξασφάλισιν τῶν δικαστικῶν ἐξόδων.

3. Καταδίκαι εἰς πληρωμὴν τῶν τελῶν καὶ ἐξόδων τῆς δίκης, καταγιγνωσκόμεναι εἰς βάρος τοῦ ἐνάγοντος ἢ τοῦ παρεμβαίνοντος, τοῦ ἀπαλλαγέντος τῆς ὑποχρεώσεως παροχῆς ἐγγυήσεως, παρακαταθήκης ἢ καταθέσεως εἴτε βάσει τῶν ὑπερθεν παραγράφων τοῦ παρόντος ἄρθρου, εἴτε βάσει τῶν νόμων τοῦ Κράτους ἔνθα διεξήχθη ἡ δίκη, καθίστανται, κατόπιν αἰτήσεως διαβιβαζομένης διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ, δωρεὰν ἐκτελεσταὶ παρὰ τῆς ἁρμοδίας ἀρχῆς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑκάστου τῶν λοιπῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ ΙΥ.

Ἄσκησις ἐπικέρδους δραστηριότητος.

Ἄρθρον 10.

Ἕκαστον τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θέλει ἐπιτρέψῃ εἰς τοὺς ὑπηκόους τῶν λοιπῶν Μερῶν τὴν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ ἄσκησιν, ἐπὶ ἴσοις ὅροις μετὰ τῶν γηγενῶν, πάσης δραστηριότητος ἐπικερδοῦς χαρακτῆρος, ἐφ' ὅσον δὲν συντρέχουσι λόγοι σοβαροὶ οἰκονομικῆς ἢ κοινωνικῆς φύσεως ἐμποδίζοντες τὴν παροχὴν τῆς τοιαύτης ἀδείας. Τὸ μέτρον ἰσχύει ἄνευ περιοριστικῆς τινὸς ἐννοίας προκειμένου περὶ βιομηχανικῆς, ἐμπορικῆς, οἰκονομικῆς, ἀγροτικῆς καὶ βιοτεχνικῆς δραστηριότητος ὡς καὶ ἐλευθερίων ἐπαγγελμάτων, εἴτε τὸ ὑπ' ὄψιν ἄτομον ἐργάζεται δι' ἴδιον λογαριασμόν, εἴτε προσφέρει τὰς ὑπηρεσίας του παρά τινι ἐργοδότῃ.

Ἄρθρον 11.

Οἱ ὑπήκοοι τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, εἰς οὓς ἐπετράπη ἡ ἐπί τι χρονικὸν διάστημα ἄσκησις ἐπικερδοῦς δραστηριότητος, δὲν θὰ ὑπόκεινται κατὰ τὸ διάστημα τοῦτο, εἰς ἐπιβολὴν περιορισμῶν μὴ προβλεφθέντων κατὰ τὴν παροχὴν τῆς ἀδείας ἥτις ἤθελε τοῖς χορηγηθῇ, ἐφ' ὅσον οἱ περιορισμοὶ οὗτοι δὲν θὰ ἐπεβάλλοντο ἐπίσης καὶ ἐπὶ τῶν ὑπὸ ἀναλόγους συνθήκας τελούντων γηγενῶν.

Ἄρθρον 12.

1. Οἱ ὑπήκοοι τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, οἱ νομίμως διαμένοντες ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑτέρου Μέρους θὰ τύχωσιν ἀδείας ἀσκήσεως οἱασδήποτε δραστηριότητος ἐπικερδοῦς χαρακτῆρος, ὡς καὶ οἱ γηγενεῖς, μὴ ὑποκείμενοι εἰς τοὺς ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 10 τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένους περιορισμούς, ἐφ' ὅσον συντρέχει μία τῶν κατωτέρω προϋποθέσεων:

α) Ἐφ' ὅσον ἤσκησαν νομίμως ἐπὶ πέντε συνεχῆ ἔτη ἐπικερδῆ δραστηριότητα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τούτου.

β) Ἐφ' ὅσον διέμειναν νομίμως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τούτου ἐπὶ δέκα συνεχῆ ἔτη.

γ) Ἐφ' ὅσον ἐπετράπη εἰς τούτους ἡ μόνιμος παραμονή.

Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται, κατὰ τὴν ὑπογραφὴν ἢ τὴν κατάθεσιν τῆς κυρωτικῆς πράξεως τῆς παρούσης Συμβάσεως, νὰ δηλώσῃ τὴν μὴ ἀποδοχὴν μιᾶς ἢ δύο τῶν προμνημονευθεισῶν προϋποθέσεων.

2. (Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος) Δύναται ἐπίσης, κατὰ τὴν αὐτὴν διαδικασίαν, νὰ αὐξήσῃ κατ' ἀνώτατον ὅριον εἰς δέκα ἔτη τὴν ἐν παραγράφῳ (α) προβλεπομένην περίοδον, χωρὶς ἡ τοιαύτη ἀπόφασις νὰ συνεπάγηται, μετὰ τὴν πάροδον τῆς πρώτης πενταετίας, τὴν διακοπὴν ἢ τὴν μεταβολὴν τῆς μέχρι τοῦδε ἀσκουμένης δραστηριότητος. Δύναται ἐπίσης νὰ δηλώσῃ ὅτι δὲν θὰ παρέχῃ εἰς πάσας τὰς περιπτώσεις τὸ δικαίωμα τῆς μεταπτώσεως ἀπὸ τῆς ἐπὶ ἡμερομισθίῳ ἐργασίας εἰς ἐλευθερίαν τοιαύτην.

Ἄρθρον 13.

Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ ἐπιφυλάσσῃ εἰς τοὺς ὑπηκόους αὐτοῦ τὰς δημοσίας θέσεις καὶ τὰς ἀφορώσας εἰς τὴν ἐθνικὴν ἀσφάλειαν ἢ τὴν ἐθνικὴν ἄμυναν δραστηριότητος ἢ νὰ ὑποβάλλῃ τὴν ὑπὸ ἀλλοδαπῶν ἐνάσκησιν τούτων εἰς εἰδικοὺς ὅρους.

Ἄρθρον 14.

1. Πέρα τῶν ἀντικειμένων περὶ ὧν τὸ ἄρθρον 13 τῆς παρούσης Συμβάσεως:

α) Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος, ἔχον ἐπιφυλάξει εἰς τοὺς ὑπηκόους αὐτοῦ ἐνίας δραστηριότητος ἢ ἔχον ὑποβάλλει τὴν ἐνάσκησιν τούτων παρ' ἀλλοδαπῶν, περιλαμβανομένων καὶ τῶν ὑπηκόων τῶν λοιπῶν Μερῶν, εἰς περιορισμοὺς ἢ εἰς τὴν ἀρχὴν τῆς ἀμοιβαιότητος, θέλει ἐπιδώσῃ πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα παρὰ τῷ Συμβουλίῳ τῆς Εὐρώπης, κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως, πίνακα τῶν περιορισμῶν τούτων, ὑποδεικνῦον καὶ τὰς διατάξεις τοῦ ἐσωτερικοῦ δικαίου τὰς καθιερωσάσας αὐτούς. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλει ἀνακοινώσῃ τοὺς πίνακας τούτους πρὸς τοὺς λοιποὺς ὑπογράφοντας.

β) Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δὲν θὰ δύνανται, ἀφ' ἧς τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἡ παροῦσα Σύμβασις διὰ ταῦτα, νὰ εἰσαγάγωσι νέους περιορισμοὺς εἰς τὴν ἀνάπτυξιν δραστηριοτήτων ἐπικερδοῦς φύσεως παρὰ τῶν ὑπηκόων τῶν λοιπῶν Μερῶν, εἰμὴ μόνον ἐφ' ὅσον ἤθελον ἐξαναγκασθῇ εἰς τοῦτο ἐξ ἐπιτακτικῆς ἀνάγκης οἰκονομικοῦ ἢ κοινωνικοῦ χαρακτῆρος. Ὀφείλουσιν ἐν τοιαύτῃ περιπτώσει, νὰ τηρήσωσι τὸν Γενικὸν Γραμματέα ἀπολύτως ἐνήμερον τῶν ληφθέντων μέτρων, τῶν συναφῶν πρὸς ταῦτα διατάξεων ἐσωτερικοῦ δικαίου καὶ τῶν ὑπαγορευσάντων ταῦτα αἰτίων. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλῃ κοινοποιήσῃ ταῦτα πρὸς τὰ λοιπὰ Μέρη.

2. Ἕκαστον Συμβαλλόμενον Μέρος θέλει καταβάλλει προσπαθείας, ὅπως, ἐπ' ὠφελείᾳ τῶν ὑπηκόων τῶν λοιπῶν Μερῶν:

Περιορίσῃ τὰς ἐν τῷ πίνακι δραστηριότητας, τὰς ἐπιφυλασσομένας εἰς μόνους τοὺς ὑπηκόους αὐτοῦ ἢ τῶν ὁποίων ἡ ἄσκησις παρ' ἀλλοδαπῶν ὑπηκόων ὑπόκειται εἰς περιορισμοὺς ἢ εἰς τὴν ἀρχὴν τῆς ἀμοιβαιότητος, θ' ἀνακοινώσῃ τὰς τροποποιήσεις ταύτας πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα, ὅστις θέλει τὰς κοινοποιήσῃ πρὸς τὰ λοιπὰ Μέρη.

Συγκατατεθῇ, ἐν ᾧ μέτρῳ προβλέπεται ὑπὸ τῆς νομοθεσίας αὐτοῦ, εἰς ἀτομικὰς ἀπαλλαγὰς ἐκ τῶν ἐν ἰσχύϊ διατάξεων.

Ἄρθρον 15.

Ἡ ἄσκησις παρὰ τῶν ὑπηκόων Συμβαλλομένου τινὸς Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑτέρου Μέρους δραστηριότητος, διὰ τὴν ὁποίαν οἱ ὑπήκοοι τοῦ τελευταίου τούτου Μέρους δέον νὰ κέκτηνται ἐπαγγελματικοὺς ἢ τεχνικοὺς τίτλους ἢ νὰ παρέχωσιν ἐγγυήσεις, ὑπόκειται εἰς τὴν παροχὴν τῶν αὐτῶν ἐγγυήσεων καὶ τὴν κατοχὴν τῶν αὐτῶν τίτλων ἢ ἄλλων ἀνεγνωρισμένων ὡς ἰσοτίμων παρὰ τῆς ἁρμοδίας ἐθνικῆς ἀρχῆς.

Παρὰ ταῦτα οἱ ὑπήκοοι τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, οἱ ἀσκοῦντες νομίμως τὸ ἐπάγγελμα αὐτῶν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς τούτων, δύνανται νὰ μετακληθῶσιν εἰς τὴν ἐπικράτειαν παντὸς Μέρους παρ' οἱουδήποτε συναδέλφου αὐτῶν, ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως παράσχωσι τὴν συνδρομὴν αὐτῶν ἐπὶ συγκεκριμένης περιπτώσεως.

Ἄρθρον 16.

Οἱ περιοδεύοντες ἀντιπρόσωποι ὑπηκόοι τινὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, οἱ εὑρισκόμενοι ἐν τῇ ὑπηρεσίᾳ ἐπιχειρήσεως ἐδρευούσης ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς τῶν Μερῶν, οὐδεμιᾶς ἀδείας ἔχουσιν ἀνάγκην πρὸς ἄσκησιν τῆς δραστηριότητός των ἐπὶ

τοῦ ἐδάφους ἑτέρου Μέρους, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως μὴ παραμένωσιν ἐκεῖ πλέον τοῦ διμήνου ἀνὰ ἑξάμηνον.

Ἄρθρον 17.

1. Οἱ ὑπήκοοι τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ τυγχάνωσιν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν λοιπῶν Συμβαλλομένων Μερῶν μεταχειρίσεως οὐχὶ ἧσσονος τῶν γηγενῶν εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ εἰς πᾶσαν ρύθμισιν παρὰ δημοσίας ἀρχῆς τῶν ἀποδοχῶν, ὡς καὶ τῶν συνθηκῶν ἐργασίας γενικώτερον.

2. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος κεφαλαίου δὲν δύνανται νὰ ἑρμηνευθῶσιν ὡς ὑποχρεοῦσαι τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη εἰς ἐξασφάλισιν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτῶν πρὸς τοὺς ὑπηκόους τῶν λοιπῶν Μερῶν μεταχειρίσεως εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ εἰς τὰ τῆς ἀσκήσεως ἐπικερδοῦς δραστηριότητος, εὐνοϊκωτέρας τῆς παρ' αὐτῶν παρεχομένης πρὸς τοὺς γηγενεῖς.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

### Ἀτομικὰ δικαιώματα.

Ἄρθρον 18.

Οὐδὲν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ ἀπαγορεύσῃ εἰς τοὺς ὑπηκόους τῶν λοιπῶν Μερῶν, τοὺς ἔχοντας ἄσκησιν νομίμως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ, ἀπὸ πέντε τοὐλάχιστον ἐτῶν, κατάλληλον δραστηριότητα, ὅπως μετάσχωσιν ὡς ἐκλογεῖς, ὑπὸ τὰς αὐτὰς ὡς καὶ οἱ γηγενεῖς συνθήκας, εἰς ἐκλογὰς διεξαγομένας εἰς τοὺς κόλπους ὀργανισμῶν οἰκονομικοῦ ἢ ἐπαγγελματικοῦ χαρακτῆρος, οἷοι τὰ Ἐμπορικά, Γεωργικὰ καὶ Ἐπαγγελματικὰ Ἐπιμελητήρια, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν ἀποφάσεων ἃς ἤθελον λάβη ἐπὶ τοῦ θέματος οἱ προμνησθέντες ὀργανισμοὶ ἢ ὀργανώσεις ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς ἁρμοδιότητος αὐτῶν.

Ἄρθρον 19.

Οἱ ὑπήκοοι τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δύνανται ἄνευ ἑτέρων περιορισμῶν ἐκείνων, οἵτινες ἰσχύουσι προκειμένου περὶ γηγενῶν, ν' ἀσκήσωσιν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν λοιπῶν Μερῶν καθήκοντα διαιτητοῦ κατὰ τὰς διαιτησίας, καθ' ἃς ἡ ἐκλογὴ διαιτητῶν ἐπαφίεται καθ' ὁλοκληρίαν εἰς ἰδιώτας.

Ἄρθρον 20.

Ἐν ᾧ μέτρῳ ἡ παροχὴ τῆς παιδείας ἀνήκει εἰς τὴν ἁρμοδιότητα τοῦ Κράτους, οἱ ὑπήκοοι παντὸς Συμβαλλομένου Μέρους, οἱ ἄγοντες τὴν σχολικὴν ἡλικίαν καὶ νομίμως διαβιοῦντες ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑτέρου Μέρους γίνονται δεκτοί, ἐν πλήρει ἰσοτιμίᾳ μετὰ τῶν γηγενῶν, εἰς τὴν στοιχειώδη καὶ μέσην ἐκπαίδευσιν ὡς καὶ εἰς τὴν τεχνικὴν καὶ ἐπαγγελματικὴν τοιαύτην. Ἡ ἐπέκτασις τῆς διατάξεως ταύτης εἰς τὴν παροχὴν ἐκπαιδευτικῶν ὑποτροφιῶν ἐπαφίεται εἰς τὴν κρίσιν ἑκάστου τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν. Οἱ ἐν λόγῳ ὑπήκοοι ὑπόκεινται εἰς ὑποχρεωτικὴν ἐκπαίδευσιν, ἐὰν ἡ ἐθνικὴ νομοθεσία ἐπιτάσσῃ τοῦτο διὰ τοὺς γηγενεῖς.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VI.

### Φορολογικὸν Καθεστώς. Ὑποχρεωτικαὶ Ἀστικαὶ Εἰσφοραί. Ἀπαλλοτρίωσις ἢ Ἐθνικοποίησις.

Ἄρθρον 21.

Ὑπὸ τὰς προϋποθέσεις τῶν διατάξεων, τῶν ἀφορωσῶν εἰς τὴν διπλῆν φορολογίαν, τῶν περιεχομένων εἰς τὰς συναφθείσας ἢ τὰς συναφθησομένας συμφωνίας, οἱ ὑπήκοοι τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δὲν θέλουσιν ὑποχρεωθῇ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν λοιπῶν Μερῶν εἰς καταβολὴν δικαιωμάτων, τελῶν, φόρων ἢ εἰσφορῶν ἐξ οἱασδήποτε αἰτίας, ἄλλων, ὑψηλοτέρων ἢ βαρυτέρων ἐκείνων, ἅτινα ἐπιβάλλονται ἐπὶ τῶν ἀντιστοίχου καταστάσεως γηγενῶν. Οὗτοι συγκεκριμένως, ἔχουσι δικαίωμα εἰς ἐκπτώσεις ἢ ἀπαλλαγὰς ἐκ φόρων καὶ τελῶν, καὶ εἰς μειώσεις τῶν φορολογικῆς βάσεως ὡς καὶ εἰς ἐκπτώσεις ἕνεκεν οἰκογενειακῶν βαρῶν.

2. Τὰ συμβαλλόμενα μέρη δὲν θὰ ἐπιβάλλωσιν εἰς τοὺς ὑπηκόους τῶν λοιπῶν μερῶν οὐδὲν τέλος παραμονῆς. Ἡ παροῦσα διάταξις δὲν ἀντιβαίνει εἰς τὴν εἴσπραξιν τελῶν συναφῶν πρὸς τὴν διεκπεραίωσιν διοικητικῶν διατυπώσεων, διὰ τὰ τέλη ἐκδόσεως ἀδειῶν καὶ ἐξουσιοδοτήσεων, τὰ εἰσπραττόμενα παρὰ τῶν ἀλλοδαπῶν. Τὰ τέλη ταῦτα ὅμως δέον νὰ μὴ ὑπερβαίνωσι τὸ ὕψος τῶν ἐξόδων, ἅτινα ἐπάγονται αἱ διατυπώσεις αὗται.

Ἄρθρον 22.

Οἱ ὑπήκοοι τῶν συμβαλλομένων μερῶν ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύνανται νὰ ὑποχρεωθῶσιν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν λοιπῶν μερῶν, εἰς εἰσφορὰς εἴτε προσωπικὰς εἴτε ἐκ κληρονομίας, ἄλλας ἢ βαρυτέρας τῶν ἐπιβαλλομένων ὑπὸ τὰς συνθήκας ἐπὶ γηγενῶν.

Ἄρθρον 23.

Τηρουμένων τῶν διατάξεων τοῦ 1ου ἄρθρου τοῦ προσηρτημένου πρωτοκόλλου εἰς τὴν Σύμβασιν περὶ προστασίας τῶν Δικαιωμάτων τοῦ Ἀνθρώπου καὶ τῶν θεμελιωδῶν ἐλευθεριῶν οἱ ὑπήκοοι τῶν συμβαλλομένων μερῶν, ἐν περιπτώσει ἀπαλλοτριώσεως ἢ ἐθνικοποιήσεως τῶν περιουσιῶν αὐτῶν παρὰ τρίτου μέρους δικαιοῦνται μεταχειρίσεως τοὐλάχιστον ἐξ ἴσου εὐμενοῦς ὡς καὶ οἱ γηγενεῖς.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VIII.

### Μόνιμος Ἐπιτροπή.

Ἄρθρον 24.

1. Ἐντὸς τοῦ ἑπομένου ἔτους ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν τεθήσεται ἐν ἰσχύϊ ἡ παροῦσα Σύμβασις, θέλει συσταθῇ μόνιμος Ἐπιτροπή. Ἡ Ἐπιτροπὴ αὕτη θὰ εἰσάγῃ πᾶσαν πρότασιν ἀποβλέπουσαν εἰς τὴν βελτίωσιν τῶν ὅρων ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως καί, ἐνδεχομένως, εἰς τὴν ἀναθεώρησιν ἢ τὴν συμπλήρωσιν τῶν διατάξεων αὐτῆς.

2. Ἡ Ἐπιτροπὴ θέλει καταβάλλῃ πᾶσαν προσπάθειαν, ὅπως ἐν περιπτώσει διαφωνίας περὶ τὴν ἑρμηνείαν ἢ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 6, παρ. 1 (β) καὶ τοῦ ἄρθρου 14, παρ. 1 (β) τῆς παρούσης Συμβάσεως, συμβιβάσῃ τὰ μέρη, τῇ αἰτήσει τούτων.

3. Ἡ Ἐπιτροπὴ θέλει δημοσιεύῃ περιοδικὸν δελτίον, περιέχον πᾶσαν πληροφορίαν συναφῆ πρὸς τὴν νομολογίαν καὶ τοὺς ἰσχύοντας κανόνας ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τῶν μερῶν, τῶν ἀναφερομένων εἰς τὰ ἀντικείμενα περὶ ὧν ἡ παροῦσα Σύμβασις.

4. Πᾶν μέλος τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἔχον κυρώσῃ τὴν παροῦσα Σύμβασιν, θέλει διορίσῃ ἀντιπρόσωπον παρὰ τῇ Ἐπιτροπῇ ταύτῃ. Πάντα τὰ λοιπὰ μέλη τοῦ Συμβουλίου δύνανται ν' ἀντιπροσωπευθῶσι παρ' αὐτῇ διὰ παρατηρητοῦ, ἔχοντος συμβουλευτικὴν ψῆφον.

5. Τὴν Ἐπιτροπὴν συγκαλεῖ ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς παρὰ τῷ Συμβουλίῳ τῆς Εὐρώπης. Ἡ Ἐπιτροπὴ θὰ συνέλθῃ εἰς πρώτην σύνοδον ἐντὸς τριμήνου ἀπὸ τῆς συστάσεως αὐτῆς. Αἱ ἑπόμεναι σύνοδοι θὰ πραγματοποιῶνται τοὐλάχιστον ἅπαξ ἀνὰ διετίαν. Ἡ Ἐπιτροπὴ δύναται ἐπίσης νὰ συγκαλῇ ὁσάκις ἡ ἐξ Ὑπουργῶν Ἐπιτροπὴ τοῦ Συμβουλίου κρίνῃ τοῦτο ἀναγκαῖον. Ἡ περίοδος τῶν δύο ἐτῶν ὑπολογίζεται ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήξεως τῶν ἐργασιῶν τῆς τελευταίας συνόδου.

6. Αἱ ἀπόψεις ἢ ὑποδείξεις τῆς Μονίμου Ἐπιτροπῆς ὑποβάλλονται εἰς τὴν ἐξ Ὑπουργῶν Ἐπιτροπήν.

7. Ἡ Μόνιμος Ἐπιτροπὴ θέλει συντάξῃ τὸ Καταστατικὸν αὐτῆς.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ VIII.

### Γενικαὶ Διατάξεις.

Ἄρθρον 25.

Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν θίγουσι τὰς διατάξεις τῶν νομοθεσιῶν ἐσωτερικοῦ δικαίου, τῶν συνθηκῶν, συμβάσεων ἢ συμφωνιῶν διμερῶν ἢ πολυμερῶν, τῶν ὑφισταμένων ἢ τῶν μελλόντων νὰ τεθῶσιν ἐν ἰσχύϊ, δυνάμει τῶν ὁποίων παρέχεται πλέον εὐνοϊκὴ μεταχείρισις πρὸς τοὺς ὑπηκόους ἑνὸς ἢ περισσοτέρων ἐκ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 26.

1. Πᾶν Μέλος τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης δύναται, κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ τὴν κατάθεσιν τῆς πράξεως τῆς παρ' αὐτοῦ κυρώσεως ταύτης, νὰ διατυπώσῃ ἐπιφύλαξιν ἐπὶ τοῦ ἀντικειμένου συγκεκριμένης τινὸς διατάξεως τῆς Συμβάσεως, ἐφ' ὅσον νόμος τις, ἰσχύων τότε ἐντὸς τῆς ἐπικρατείας αὐτοῦ, εἶναι ἀντίθετος πρὸς τὴν ἐν λόγῳ διά-

ταξιν. Ἐπιφυλάξεις γενικοῦ χαρακτῆρος ἀπαγορεύονται κατὰ τὸ παρὸν ἄρθρον.

2. Πᾶσα ἐπιφύλαξις, διατυπουμένη συμφώνως πρὸς τὸ παρὸν ἄρθρον, δέον νὰ συνοδεύηται ὑπὸ συνοπτικοῦ σημειώματος περὶ τοῦ ἐν λόγῳ νόμου.

3. Πᾶν Μέλος τοῦ Συμβουλίου, τὸ ὁποῖον διατυπώνει ἐπιφύλαξίν τινα βάσει τοῦ παρόντος ἄρθρου, θέλει ἄρει ταύτην εὐθὺς ὡς ἐπιτρέψωσι τοῦτο αἱ περιστάσεις. Ἡ ἄρσις τῶν ἐπιφυλάξεων θὰ γίνηται διὰ σχετικῆς γνωστοποιήσεως πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου. Ἡ γνωστοποίησις αὕτη ἰσχύει ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας λήψεως. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς κοινοποιεῖ τὸ κείμενον ταύτης πρὸς πάντας τοὺς ὑπογράψαντας τὴν Σύμβασιν.

Ἄρθρον 27.

Συμβαλλόμενον Μέρος, τὸ ὁποῖον, δυνάμει τοῦ ἄρθρου 26 τῆς παρούσης Συμβάσεως, διετύπωσεν ἐπιφύλαξιν ἐπὶ συγκεκριμένης τινὸς διατάξεως τῆς Συμβάσεως, δὲν δύναται ν' ἀπαιτήσῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς διατάξεως ταύτης παρ' ἑτέρου Μέρους, εἰ μὴ ἐν ᾧ μέτρῳ αὐτὸ τοῦτο ἤθελεν ἀποδεχθῇ ταύτην.

Ἄρθρον 28.

1. Ἐν περιπτώσει πολέμου ἢ ἄλλου τινὸς γενικοῦ κινδύνου ἀπειλοῦντος τὴν ὑπόστασιν τοῦ Ἔθνους, πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ λάβῃ μέτρα κατὰ παρέκκλισιν τῶν προβλεπομένων διὰ τῆς παρούσης Συμβάσεως ὑποχρεώσεων, καθ' ὃ ἀκριβὲς μέτρον ἐπιβάλλει τοῦτο ἡ κατάστασις καὶ ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι τὰ μέτρα ταῦτα δὲν θὰ ἀντίκεινται πρὸς τὰς λοιπὰς ὑποχρεώσεις, τὰς ἀπορρεούσας ἐκ τοῦ Διεθνοῦς Δικαίου.

2. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος, ὅπερ ποιεῖται χρῆσιν τοῦ δικαιώματος τούτου τῆς παρεκκλίσεως, τηρεῖ τὸν Γενικὸν Γραμματέα παρὰ τῷ Συμβουλίῳ τῆς Εὐρώπης πλήρως ἐνήμερον περὶ τῶν ληφθέντων μέτρων καὶ τῶν λόγων, οἵτινες ὑπηγόρευσαν ταῦτα. Ὀφείλει ὡσαύτως νὰ πληροφορήσῃ τὸν Γενικὸν Γραμματέα παρὰ τῷ Συμβουλίῳ περὶ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν παύουσιν ἰσχύοντα τὰ μέτρα ταῦτα καὶ τίθενται ἐκ νέου εἰς πλήρη ἐφαρμογὴν αἱ διατάξεις τῆς Συμβάσεως.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IX.

Περιοχὴ ἐφαρμογῆς τῆς Συμβάσεως.

Ἄρθρον 29.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἔχει ἐφαρμογὴν εἰς τὰ μητροπολιτικὰ ἐδάφη τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

2. Πᾶν Μέλος τοῦ Συμβουλίου δύναται, κατὰ τὴν στιγμὴν τῆς ὑπογραφῆς ἢ τῆς κυρώσεως τῆς παρούσης Συμβάσεως, ἢ καθ' οἱονδήποτε ἄλλον χρόνον ἐν συνεχείᾳ, νὰ δηλώσῃ δι' ἀνακοινώσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα παρὰ τῷ Συμβουλίῳ τῆς Εὐρώπης, ὅτι ἡ παροῦσα Σύμβασις θέλει ἐφαρμοσθῇ εἰς τὸ ἢ τὰ ἐδάφη τὰ διαλαμβανόμενα ἐν τῇ ρηθείσῃ δηλώσει καὶ τῶν ὁποίων ἐξασφαλίζει τὰς διεθνεῖς σχέσεις.

3. Πᾶσα δήλωσις, γενομένη δυνάμει τῆς προηγουμένης παραγράφου, δύναται ν' ἀποσυρθῇ, ὡς πρὸς οἱονδήποτε ἔδαφος διαλαμβανόμενον ἐν τῇ δηλώσει ταύτῃ, ὑπὸ τοὺς προβλεπομένους ἐν τῷ ἄρθρῳ 33 τῆς παρούσης Συμβάσεως ὅρους.

4. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλει ἀνακοινώσῃ πρὸς τὰ λοιπὰ Μέλη τοῦ Συμβουλίου πᾶσαν δήλωσιν ὑποβαλλομένην αὐτῷ βάσει τῆς παραγράφου 2 ἢ τῆς παραγράφου 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 30.

1. Ὑπήκοοι κατὰ τοὺς ὅρους τῆς παρούσης Συμβάσεως νοοῦνται τὰ φυσικὰ πρόσωπα, τὰ κεκτημένα τὴν ὑπηκοότητα οἱουδήποτε τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

2. Οὐδὲν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ὑποχρεοῦται εἰς παροχὴν τῶν ὠφελημάτων τῆς παρούσης Συμβάσεως πρὸς ὑπηκόους ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, τοὺς διαμένοντας κανονικῶς ἐπὶ μὴ μητροπολιτικοῦ ἐδάφους τοῦ Μέρους τούτου, ἐπὶ τοῦ ὁποίου δὲν τυγχάνει ἐφαρμογῆς ἡ Σύμβασις.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ X.

Ρύθμισις τῶν Διαφορῶν.

Ἄρθρον 31.

1. Αἱ διαφοραί, αἵτινες δυνατὸν ν' ἀναφυῶσι μεταξὺ τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἐπὶ τοῦ ἀντικειμένου τῆς ἑρμηνείας ἢ τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως, θέλουσι τεθῇ ὑπὸ τὴν κρίσιν τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου κατόπιν κοινῆς προσφυγῆς ἢ τῇ αἰτήσει ἑνὸς τῶν διϊσταμένων μερῶν, ἐφ' ὅσον ταῦτα δὲν ἀποδεχθῶσιν ἑτέραν μέθοδον εἰρηνικοῦ διακανονισμοῦ.

2. Ἀφ' ἧς τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἡ Εὐρωπαϊκὴ Σύμβασις περὶ εἰρηνικῆς διευθετήσεως τῶν διαφορῶν, τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη εἰς τὴν ἐν λόγῳ Σύμβασιν θὰ ἐφαρμόζωσι τὰς δεσμευούσας ταῦτα διατάξεις εἰς πᾶσαν διαφοράν, ἥτις ἤθελε γεννηθῇ μεταξὺ αὐτῶν συναφῶς πρὸς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

3. Πᾶσα διαφορά, ὑπαχθεῖσα εἴς τινα τῶν ἐν προηγουμέναις παραγράφοις προβλεπομένων διαδικασιῶν, θέλει γνωστοποιεῖται πάραυτα ὑπὸ τῶν ἐνδιαφερομένων μερῶν πρὸς τὸν Γενικὸν Γραματέα παρὰ τῷ Συμβουλίῳ τῆς Εὐρώπης, ὅστις θὰ ἐνημεροῖ ἀμελητὶ τὰ λοιπὰ Συμβαλλόμενα Μέρη.

4. Ἐάν τι τῶν ἀντιδικούντων μερῶν δὲν συμμορφωθῇ πρὸς τὰς ἐπιβληθείσας αὐτῷ διὰ βουλεύματος τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου ἢ δι' ἀποφάσεως διαιτητικοῦ Δικαστηρίου ὑποχρεώσεις, τὸ ἕτερον μέρος δύναται νὰ προσφύγῃ ἐνώπιον τῆς ἐξ Ὑπουργῶν Ἐπιτροπῆς τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ἥτις, ἐφ' ὅσον κρίνῃ τοῦτο ἀπαραίτητον, δύναται, δι' ἀποφάσεως τῆς πλειοψηφίας τῶν δύο τρίτων τῶν ἀντιπροσώπων τῶν ἐχόντων δικαίωμα ψήφου εἰς τὴν Ἐπιτροπήν, νὰ προβῇ εἰς συστάσεις ἐπὶ τῷ τέλει ὅπως ἐξασφαλισθῇ ἡ ἐκτέλεσις τοῦ βουλεύματος ἢ τῆς ἀποφάσεως.

## ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ XI.

Ἀκροτελεύτιοι διατάξεις.

Ἄρθρον 32.

Τὸ προσηρτημένον τῇ παρούσῃ Συμβάσει Πρωτόκολλον ἀποτελεῖ ὀργανικὸν τμῆμα ταύτης.

Ἄρθρον 33.

1. Οὐδὲν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ καταγγείλῃ τὴν παροῦσαν Σύμβασιν πρὸ τῆς παρελεύσεως πενταετίας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας, καθ' ἣν ἐτέθη ἐν ἰσχύϊ ἡ Σύμβασις ὡς πρὸς τὸ Μέρος τοῦτο καὶ κατόπιν ἐξαμήνου προειδοποιήσεως, ἀπευθυνομένης διὰ διακοινώσεως πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα παρὰ τῷ Συμβουλίῳ τῆς Εὐρώπης, ὅστις ἐνημεροῖ περὶ τούτου τὰ λοιπὰ Μέρη. Πᾶν Μέρος, ὅπερ δὲν ἤθελε κάμει χρῆσιν τοῦ ὑπερθεν προβλεπομένου δικαιώματος καταγγελίας θὰ παραμείνῃ δεσμευμένον διὰ νέαν περίοδον δύο ἐτῶν κ.ο.κ. μέχρι τῆς καταγγελίας τῆς Συμβάσεως κατόπιν προειδοποιήσεως ἓξ μηνῶν πρὸ τῆς ἐκπνοῆς ἑκάστης τῶν περιόδων τούτων.

2. Ἡ καταγγελία δὲν δύναται νὰ ἐπιφέρῃ τὴν ἀπαλλαγὴν τοῦ ἐνδιαφερομένου Συμβαλλομένου Μέρους ἀπὸ ὑποχρεώσεων περιεχομένων εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν καὶ ἀναγομένων εἰς πᾶσαν πρᾶξιν, ἥτις ἤθελε συντελεσθῇ παρ' αὐτοῦ πρὸ τῆς ἡμερομηνίας, καθ' ἣν ἄρχεται ἰσχύουσα ἡ καταγγελία.

3. Ὑπὸ τὴν αὐτὴν προϋπόθεσιν παύει νὰ θεωρῆται Μέρος τῆς παρούσης Συμβάσεως πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος, ὅπερ ἤθελε παύσῃ ν' ἀποτελῇ Μέλος τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

Ἄρθρον 34.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις εἶναι εἰς τὴν διάθεσιν τῶν Μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης πρὸς ὑπογραφήν. Αὕτη θὰ κυρωθῇ αἱ δὲ πράξεις ἐπικυρώσεως ταύτης θέλουσι κατατεθῇ παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης.

2. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν καταθέσεως τῆς πέμπτης πράξεως ἐπικυρώσεως ταύτης.

3. Διὰ πάντα ὑπογράφοντα, ὅστις ἤθελε κυρώσῃ ταύτην ὑστερον, ἡ Σύμβασις θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν καταθέσεως παρὰ τούτου τῆς σχετικῆς κυρωτικῆς πράξεως.

4. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλει ἐνημερώσῃ ἅπαντα τὰ Μέλη τοῦ Συμβουλίου περὶ τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς Συμβάσεως, περὶ τῶν ἐπικυρωσάντων ταύτην Συμβαλλομένων Μερῶν, περὶ τῶν διατυπωθεισῶν ἐπιφυλάξεων, ὡς καὶ περὶ τῆς

καταθέσεως παντὸς ἐπικυρωτικοῦ ἐγγράφου, ὑποβληθέντος μεταγενεστέρως.

Εἰς πίστωσιν τούτων, οἱ ὑπογεγραμμένοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι πρὸς τοῦτο, ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν.

Ἐγένετο ἐν Παρισίοις, τὴν 13ην Δεκεμβρίου 1955 γαλλιστὶ καὶ ἀγγλιστί, τῶν δύο κειμένων ὄντων ἐξ ἴσου ἐγκύρων, εἰς ἓν καὶ μοναδικὸν ἀντίτυπον ὅπερ θέλει κατατεθῆ εἰς τὰ ἀρχεῖα τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης. Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς θέλει διαβιβάσῃ πιστὰ κεκυρωμένα ἀντίγραφα πρὸς πάντας τοὺς ὑπογράφοντας.

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τοῦ Βελγίου:
P. H. SPAAK

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Δανίας:
E. CHRISTIANSEN

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας:
A. PINAY

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ὁμοσπ. Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας:
V. BRENTANO

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος:
Σ. ΘΕΟΤΟΚΗΣ

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Δημοκρατίας τῆς Ἰσλανδίας:
K. GUDMUNDSSON

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἰρλανδίας:

---

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας:
V. BADINI

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Μ. Δουκάτου τοῦ Λουξεμβούργου:
BECH

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν:
J. W. BEYEN

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας:
H. LANGE

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Σάαρ:
(Κατ' ἐφαρμογὴν τῆς ἀποφάσεως (55) 31 τῆς ἐξ Ὑπουργῶν Ἐπιτροπῆς)
L. COSGRAVE

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Βασιλείου τῆς Σουηδίας:
(Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐπικυρώσεως ταύτης τῇ συγκαταθέσει τῆς Σουηδικῆς Βουλῆς).
K. I. WESTMAN

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τῆς Τουρκικῆς Δημοκρατίας:
N. MENEMENCIOGLU

Διὰ τὴν Κυβέρνησιν τοῦ Ἡν. Βασιλείου τῆς Μ. Βρεταννίας καὶ Βορ. Ἰρλανδίας:

---

## ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΝ

### ΤΜΗΜΑ Ι

συναφὲς πρὸς τὰ ἄρθρα 1, 2, 3, 5, 6 παράγραφος 1 ἐδ. (β), 10, 13 καὶ 14 παράγραφος 1, ἐδ. (β).

α) Ἡ ἂν Συμβαλλόμενον Μέρος δικαιοῦται νὰ ἐκτιμᾷ βάσει ἐθνικῶν κριτηρίων:

1) «Τοὺς λόγους τοὺς σχετικοὺς πρὸς τὴν δημοσίαν τάξιν, τὴν ἀσφάλειαν, τὴν δημοσίαν ὑγείαν ἢ τὰ χρηστὰ ἤθη», οἵτινες δυνατὸν νὰ μὴ ἐπιτρέπωσι τὴν εἴσοδον ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ ὑπηκόων τῶν ἄλλων Μερῶν.

2) Τοὺς λόγους τοὺς ἀναγομένους «εἰς τὴν οἰκονομικὴν καὶ κοινωνικὴν κατάστασιν αὐτοῦ», οἵτινες ἤθελον ἐμποδίσῃ τὴν παροχὴν ἀδείας μακροτέρας ἢ μονίμου παραμονῆς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ εἰς ὑπηκόους τῶν λοιπῶν Μερῶν ἢ τὴν παροχὴν ἀδείας ἀσκήσεως ἐπικερδοῦς δραστηριότητος.

3) Τὰς συνθήκας τὰς συνιστώσας ἀπειλὴν κατὰ τῆς ἀσφαλείας τοῦ Κράτους ἢ τὰς προσβαλούσας τὴν δημοσίαν τάξιν ἢ τὰ χρηστὰ ἤθη.

4) Τοὺς ἐν τῇ Συμβάσει καθοριζομένους λόγους, ἕνεκα τῶν ὁποίων ἔχει τὸ δικαίωμα ὅπως ἐπιφυλάσσῃ εἰς μόνους τοὺς ὑπηκόους αὐτοῦ τὴν ἀπόκτησιν, τὴν κατοχὴν ἢ τὴν ἐκμετάλλευσιν ἐνίων κατηγοριῶν ἀγαθῶν ἢ τὴν ἄσκησιν ἐνίων δικαιωμάτων καὶ δραστηριοτήτων ἢ τὴν ὑπαγωγὴν ὡς πρὸς τὰ ἀντικείμενα ταῦτα τῶν ὑπηκόων τῶν λοιπῶν Μερῶν ὑπὸ εἰδικὰς διατάξεις.

β) Ἡ ἐκτίμησις τῶν λόγων, τῶν δυναμένων νὰ δικαιολογήσωσι τὴν ἀπέλασιν ὡς «χαρακτῆρος ἰδιαζούσης σοβαρότητος» ἀνήκει εἰς ἕκαστον Μέρος. Κατὰ τὴν τοιαύτην ἐκτίμησιν θὰ λαμβάνηται ὑπ' ὄψιν ἡ παρὰ τοῦ ἐνδιαφερομένου ἐπιδειχθεῖσα διαγωγὴ καθ' ὅλην τὴν διάρκειαν τῆς παραμονῆς αὐτοῦ.

γ) Τὸ δικαίωμα περιορισμοῦ τῶν δικαιωμάτων τῶν ὑπηκόων τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν δὲν θὰ ἀσκῆται εἰμὴ διὰ τοὺς ἐν τῇ παρούσῃ Συμβάσει παρατιθεμένους λόγους καὶ ἐν τῷ μέτρῳ τῶν παρὰ τῶν Μερῶν ἀνειλημμένων ὑποχρεώσεων.

### ΤΜΗΜΑ ΙΙ

συναφὲς πρὸς τὰ ἄρθρα 1, 2, 3, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 καὶ 20.

α) Αἱ διατάξεις, αἱ ρυθμίζουσαι τὰ τῆς εἰσόδου, τῆς παραμονῆς καὶ τῆς κυκλοφορίας τῶν ἀλλοδαπῶν, ὡς καὶ τὰ τῆς παρὰ τούτων ἀσκήσεως ἐπικερδοῦς δραστηριότητος δὲν ἐπηρεάζονται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐφ' ὅσον δὲν ἀντιβαίνουσι πρὸς ταύτην.

β) Οἱ ὑπήκοοι τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θεωροῦνται ὡς νομίμως παραμένοντες ἐπὶ τοῦ ἐδάφους οἱουδήποτε ἐκ τούτων ἐφ' ὅσον συμμορφοῦνται πρὸς τὰς διατάξεις ταύτας.

### ΤΜΗΜΑ ΙΙΙ

συναφὲς πρὸς τὰ ἄρθρα 1, 2 καὶ 3.

α) Ἡ ἔννοια τῆς «δημοσίας τάξεως» δέον νὰ νοῆται ἐν τῇ εὐρείᾳ σημασίᾳ, ὑφ' ἣν εἶναι γενικῶς παραδεδεγμένη εἰς τὰς εὐρωπαϊκὰς χώρας. Οἱοδήποτε μέρος θὰ ἠδύνατο συγκεκριμένως ν' ἀρνηθῇ τὴν εἴσοδον εἰς ὑπήκοον ἑτέρου Μέρους διὰ πολιτικοὺς λόγους ἢ ἐὰν ἔχῃ λόγους νὰ πιστεύῃ ὅτι ὁ περὶ οὗ πρόκειται ὑπήκοος δὲν εἶναι εἰς θέσιν νὰ καλύψῃ τὰ ἔξοδα τῆς διαμονῆς αὐτοῦ ἢ ὅτι προτίθεται νὰ καταλάβῃ ἔμμισθον θέσιν χωρὶς νὰ ἐφοδιασθῇ διὰ τῶν πρὸς τοῦτο ἀναγκαίων ἐνδεχομένως ἀδειῶν.

β) Ἐν τῇ ἀσκήσει τῶν ἀναγνωριζομένων εἰς ταῦτα δικαιωμάτων, τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη ὑποχρεοῦνται ὅπως λαμβάνωσιν ὑπ' ὄψιν τοὺς οἰκογενειακοὺς δεσμούς.

γ) Τὸ δικαίωμα τῆς ἀπελάσεως δύναται ν' ἀσκηθῇ μόνον ἐπὶ ἀτομικῶν περιπτώσεων.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη θὰ ποιῶνται χρῆσιν τοῦ δικαιώματος τούτου μετὰ τῆς ἐπιβαλλομένης ἐκ τῶν ἰδιαζούσης φύσεως σχέσεων, τῶν ὑφισταμένων μεταξὺ τῶν Μελῶν τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, περὶ σκέψεως. Ταῦτα θὰ λαμβάνωσι συγκεκριμένως ὑπ' ὄψιν τοὺς οἰκογενειακοὺς δεσμοὺς καὶ τὴν διάρκειαν παραμονῆς ἐπὶ τοῦ ἐδάφους αὐτῶν τοῦ ἐνδιαφερομένου προσώπου.

### ΤΜΗΜΑ ΙV

συναφὲς πρὸς τὰ ἄρθρα 8 καὶ 9.

Αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 8 καὶ 9 τῆς παρούσης Συμβάσεως κατ' οὐδὲν ἐπηρεάζουσι τὰς ἐκ τῶν σχετικῶν πρὸς τὴν πολιτικὴν δικονομίαν διατάξεις τῆς Συμβάσεως τῆς Χάγης ἀπορρεούσας ὑποχρεώσεις.

### ΤΜΗΜΑ V

συναφὲς πρὸς τὰ ἄρθρα 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 καὶ 17.

α) Αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 καὶ 17 τῆς παρούσης Συμβάσεως τυγχάνουσιν ἐφαρμογῆς ὑπὸ τὰς προϋποθέσεις τῶν σχετικῶν πρὸς τὴν εἴσοδον καὶ τὴν διαμονὴν ὅρων, τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῶν ἄρθρων 1 καὶ 2.

β) Σύζυγος καὶ τέκνα, τελοῦντα ὑπὸ τὴν προστασίαν ὑπηκόων τινὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν διαμενόντων νομίμως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑτέρου Μέρους, καὶ λαβόντα τὴν ἄδειαν ὅπως συνοδεύσωσιν ἢ μεταβῶσι πρὸς συνάντησιν τούτων, θὰ τυγχάνωσιν ἐκεῖ ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ ἀδείας ἐργασίας, κατὰ τοὺς ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένους ὅρους.

γ) Δὲν δύνανται νὰ ἐπωφεληθῶσι τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 12 τῆς παρούσης Συμβάσεως οἱ ὑπήκοοι Συμβαλλομένου τινὸς Μέρους, οἱ διαμένοντες ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑτέρου Μέρους δυνάμει εἰδικῶν νόμων ἢ οἱ ἀσκοῦντες ἐπικερδῆ τινα δραστηριότητα δυνάμει εἰδικῶν κανόνων ἢ συμφωνιῶν, ὡς τὰ μέλη καὶ τὸ μὴ προσληφθὲν ἐπιτοπίως προσωπικὸν τῶν διπλωματικῶν καὶ προξενικῶν ἀποστολῶν, οἱ ἐκπροσωποῦντες διεθνεῖς ὀργανισμούς, οἱ μετεκπαιδευόμενοι, οἱ μαθητευόμενοι, οἱ φοιτηταί, οἱ ἐργαζόμενοι πρὸς τελειοποίησιν τῆς ἐπαγγελματικῆς αὐτῶν καταρτίσεως, ὡς καὶ τὰ μέλη τῶν πληρωμάτων πλοίων καὶ ἀεροσκαφῶν.

δ) Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δὲν θέλουσιν ἐξομοιώσῃ κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 16 τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὴν ἐσωτερικὴν αὐτῶν νομοθεσίαν ἢ τὰς διατάξεις, τὸ ἐπάγγελμα τοῦ περιοδεύοντος ἀντιπροσώπου πρὸς τὸ τοῦ πλανοδίου τεχνίτου ἢ ἐμπόρου.

ε) Οἴκοθεν νοεῖται ὅτι τὸ ἄρθρον 16 ἐφαρμόζεται ἀποκλειστικῶς ἐπὶ περιοδευόντων ἀντιπροσώπων, ἐκτελούντων ἐντολὰς συγκεκριμένης ἐπιχειρήσεως ἐδρευούσης ἐκτὸς τῆς χώρας ὑποδοχῆς καὶ ἀμοιβομένων ἀποκλειστικῶς παρὰ ταύτης.

στ) Αἱ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 17, παράγραφος 1, τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν ἔχουσιν ἐφαρμογὴν εἰς τὴν εἰδικὴν περίπτωσιν τῶν μετεκπαιδευομένων, εἰς ὅ,τι ἀφορᾷ εἰς τὰς ἀποδοχάς.

### ΤΜΗΜΑ VI

συναφὲς πρὸς τὰ ἄρθρα 2, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17 καὶ 25.

α) Διευκρινίζεται ὅτι ἡ παροῦσα Σύμβασις δὲν τυγχάνει ἐφαρμογῆς προκειμένου περὶ βιομηχανικῆς, λογοτεχνικῆς καὶ ἐπαγγελματικῆς ἰδιοκτησίας καὶ περὶ τῶν «νέων ἀγροτικῶν προϊόντων», τῶν θεμάτων τούτων ὑπαγομένων ὑπὸ τὸ καθεστὼς διεθνῶν συμβάσεων ἢ ἑτέρων συναφῶν διεθνῶν συμφωνιῶν, ὑφισταμένων ἢ μελλόντων νὰ τεθῶσιν ἐν ἰσχύϊ.

β) Κατὰ τὰς πρὸς ἄλληλα σχέσεις, ἐκεῖνα ἐκ τῶν Συμβαλλομένων εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν Μερῶν, ἅτινα εἶναι ἢ πρόκειται νὰ δεσμευθῶσιν ἐκ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Συμβουλίου τοῦ Εὐρωπαϊκοῦ Ὀργανισμοῦ Οἰκονομικῆς Συνεργασίας, τῶν ρυθμιζουσῶν τὰ τῆς ἀπασχολήσεως τῶν ὑπηκόων τῶν χωρῶν μελῶν τοῦ Ὀργανισμοῦ τούτου, θέλουσιν ἐφαρμόσῃ προκειμένου περὶ μισθωτῶν ὑπηρεσιῶν τὰς πλέον εὐνοούσας τοὺς μισθωτοὺς διατάξεις. (Τὰ Μέρη) ταῦτα θέλουσι συμμορφωθῆ κατὰ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν διατάξεων τῶν ἄρθρων 2, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 καὶ 17 τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὡς καὶ κατὰ τὴν ἐκτίμησιν τῶν οἰκονομικῶν καὶ κοινωνικῶν λόγων τῶν μνημονευομένων ἐν τοῖς ἄρθροις 10 καὶ 14, πρὸς τὸ πνεῦμα καὶ τὸ γράμμα τῶν προμνησθεισῶν ἀποφάσεων ἐφ' ὅσον αὗται εὐνοοῦσι τοὺς μισθωτούς.

## ΤΜΗΜΑ VII

συναφὲς πρὸς τὸ ἄρθρον 26, παράγραφος 1.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη δὲν θὰ κάμουν χρῆσιν τοῦ παρεχομένου αὐτοῖς δικαιώματος πρὸς διατύπωσιν ἐπιφυλάξεων, εἰμὴ μόνον ἐν ᾧ μέτρῳ ἐκτιμήσωσι τοῦτο ἐπιβεβλημένον ἐξ οὐσιωδῶν διατάξεων τοῦ ἐσωτερικοῦ αὐτῶν δικαίου.

## ΤΜΗΜΑ VIII

συναφὲς πρὸς τὸ ἄρθρον 29, παράγραφος 1.

α) Ὡς πρὸς τὴν Γαλλίαν, ἡ παροῦσα Σύμβασις τυγχάνει ὡσαύτως ἐφαρμογῆς ἐν Ἀλγερίᾳ καὶ ἐν ταῖς ὑπερποντίοις ἐπαρχίαις.

β) Ἡ Ὁμόσπονδος Δημοκρατία τῆς Γερμανίας δύναται νὰ ἐπεκτείνῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως εἰς τὴν περιοχὴν τοῦ Βερολίνου διὰ δηλώσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα παρὰ τῷ Συμβουλίῳ τῆς Εὐρώπης. Οὗτος θέλει κοινοποιήσῃ τὴν δήλωσιν ταύτην πρὸς τὰ λοιπὰ Συμβαλλόμενα Μέρη.

συναφὲς πρὸς τὸ ἄρθρον 29, παράγραφος 2.

Πᾶν Μέλος τοῦ Συμβουλίου τῆς Εὐρώπης, ὅπερ θὰ προβῇ εἰς δήλωσιν δυνάμει τῆς παραγράφου 2 τοῦ ἄρθρου 29 τῆς παρούσης Συμβάσεως, θὰ κοινοποιήσῃ συγχρόνως πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τοῦ Συμβουλίου, ὡς πρὸς πᾶν ἔδαφος σημειούμενον ἐν τῇ δηλώσει ταύτῃ, πίνακα τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 6, παράγραφος 1 καὶ τοῦ ἄρθρου 14 παράγραφος 1 περιορισμῶν, ὡς καὶ πᾶσαν δήλωσιν γενομένην δυνάμει τοῦ ἄρθρου 12 καὶ πᾶσαν ἐπιφύλαξιν διατυπωθεῖσαν κατὰ τὸ ἄρθρον 26 τῆς παρούσης Συμβάσεως.

συναφὲς πρὸς τὸ ἄρθρον 30.

Ἡ «συνήθης διαμονὴ» θέλει καθορίζηται βάσει τῶν κρατούντων ἐν τῇ χώρᾳ, ἧς ὁ ἐνδιαφερόμενος τυγχάνει ὑπήκοος.

## ΤΜΗΜΑ IX

συναφὲς πρὸς τὸ ἄρθρον 31, παράγραφος 1.

Τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη, τὰ μὴ μετέχοντα τοῦ Καταστατικοῦ τοῦ Διεθνοῦς Δικαστηρίου, θέλουσι προβῇ εἰς τὰς ἀπαραιτήτους ἐνεργείας πρὸς ἀπόκτησιν δικαιώματος προσφυγῆς ἐνώπιον τοῦ Δικαστηρίου τούτου.

(2)

ΝΟΜΟΘ. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 4431

*Περὶ ἐπιχορηγήσεως τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Διεθνοῦς καὶ Ἀλλοδαποῦ Δικαίου καὶ κυρώσεως τῆς ὑπ' ἀριθ. 18)24 Ἰανουαρίου 1963 πράξεως τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου «περὶ ἐκτάκτου ἐνισχύσεως τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Διεθνοῦς καὶ Ἀλλοδαποῦ Δικαίου».*

## ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
## ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 35 τοῦ Συντάγματος καὶ τὴν ἀπὸ 6 Νοεμβρίου 1964 σύμφωνον γνώμην τῆς κατὰ τὴν παράγραφον 2 τοῦ αὐτοῦ ἄρθρου 35 Εἰδικῆς Ἐπιτροπῆς ἐκ Βουλευτῶν, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον 1.

1. Ἡ ἐπιχορήγησις τοῦ Κράτους πρὸς τὸ Ἑλληνικὸν Ἰνστιτοῦτον Διεθνοῦς καὶ Ἀλλοδαποῦ Δικαίου καθορίζεται εἰς τὸ ποσὸν τῶν δραχμῶν (600.000) ἐτησίως, δυναμένη ν' αὐξομειοῦται κατὰ τὰ ἑπόμενα ἔτη, εἰσηγήσει τῶν Ὑπουργῶν Δικαιοσύνης καὶ Οἰκονομικῶν, δι' ἀποφάσεως τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου δημοσιευομένης διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ἡ ἐπιχορήγησις αὕτη καλύπτει τὰς ἐν γένει δαπάνας λειτουργίας τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Διεθνοῦς καὶ Ἀλλοδαποῦ Δικαίου, περιλαμβανομένων καὶ τῶν δαπανῶν ἐγκαταστάσεως. Ἡ διάταξις τῆς παραγράφου 1 τοῦ ἄρθρου 8 τοῦ Α.Ν. 1712)1939, ὡς συνεπληρώθη ὑπὸ τῆς παραγράφου 8 τοῦ ἄρθρου 2 τοῦ Ν. Δ. τῆς 10)11 Μαΐου 1946, κυρωθέντος ὑπὸ τοῦ Νόμου 188)1946. καταργεῖται.

2. Ἡ ἀπαιτουμένη διὰ τὴν καταβολὴν τῆς, κατὰ τὴν παράγραφον 1 ἐπιχορηγήσεως, πίστωσις ἐγγράφεται ἑκάστοτε εἰς τὸν προϋπολογισμὸν τοῦ Ὑπουργείου Δικαιοσύνης.

Ἄρθρον 2.

Κυροῦται καὶ ἔχει πλήρη ἰσχὺν νόμου, ἀφ' ἧς ἐξεδόθη ἡ ὑπ' ἀριθ. 18 τῆς 24ης Ἰανουαρίου 1963 πρᾶξις τοῦ Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, δημοσιευθεῖσα εἰς τὸ ὑπ' ἀριθ. 11)1 Φεβρουαρίου 1963 Φ.Ε.Κ. (τ. Α'), ἔχουσα οὕτω:

Πρᾶξις ὑπ' ἀριθ. 18 τῆς 24 Ἰανουαρίου 1963.

Περὶ ἐκτάκτου ἐνισχύσεως τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Διεθνοῦς καὶ Ἀλλοδαποῦ Δικαίου.

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Λαβὸν ὑπ' ὄψιν :

α) Τὴν ἐκ τῆς διευρύνσεως τῶν μετὰ τῆς ἀλλοδαπῆς σχέσεων, ἰδίᾳ μετὰ τὴν σύνδεσιν τῆς Χώρας μετὰ τῆς Εὐρωπαϊκῆς Οἰκονομικῆς Κοινότητος, ηὐξημένην ἀνάγκην ἐπιστημονικῆς ἐρεύνης καὶ παροχῆς πληροφοριῶν εἰς τὰς Δικαστικάς, Διοικητικὰς Ἀρχὰς τοῦ Κράτους, ἐπὶ θεμάτων Διεθνοῦς καὶ Ἀλλοδαποῦ Δικαίου καὶ τὴν ὡς ἐκ τούτου αὔξησιν τῆς δρα-

στηριότητος καὶ τῶν δαπανῶν λειτουργίας τοῦ δυνάμει τοῦ Α. Ν. 1712)1939 ἱδρυθέντος Ἰνστιτούτου Διεθνοῦς καὶ Ἀλλοδαποῦ Δικαίου.

β) Σχετικὴν εἰσήγησιν τῶν ἐπὶ τῆς Δικαιοσύνης καὶ τῶν Οἰκονομικῶν Ὑπουργῶν, περὶ τῆς ἀνάγκης ἐνισχύσεως τοῦ ὡς εἴρηται Ἰνστιτούτου.

γ) Τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 3 τοῦ Ν. 5127)1931 «περὶ τροποποιήσεως καὶ ἀντικαταστάσεως διατάξεων νόμων περὶ Δημοσίου Λογιστικοῦ», ἀποφασίζει :

Ἐγκρίνει τὴν ἔκδοσιν προσωρινοῦ χρηματικοῦ ἐντάλματος δραχμῶν διακοσίων δέκα χιλιάδων (210.000) ἐπ' ὀνόματι τοῦ Σωτηρίου Β. Βενιζέλου, Τμηματάρχου Α' Ὑπουργείου Δικαιοσύνης καὶ ἐπὶ τοῦ Ταμείου Πληρωμῶν Ἀθηνῶν δι' ἔκτακτον ἐνίσχυσιν τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Διεθνοῦς καὶ Ἀλλοδαποῦ Δικαίου πρὸς ἀντιμετώπισιν ηὐξημένων δαπανῶν λειτουργίας αὐτοῦ.

Ἡ τακτοποίησις τοῦ βάσει τῆς παρούσης ἐκδοθησομένου προσωρινοῦ χρηματικοῦ ἐντάλματος θέλει γίνει συμψηφιστικῶς διὰ τῆς ἐκδόσεως τακτικοῦ χρηματικοῦ ἐντάλματος εἰς βάρος ἀναγραφησομένης εἰς τὸν προϋπολογισμὸν τῶν ἐξόδων τοῦ Ὑπουργείου Δικαιοσύνης ἰσοπόσου πιστώσεως, μετὰ τὴν, μερίμνῃ τοῦ αὐτοῦ Ὑπουργείου νομοθετικὴν κύρωσιν τῆς παρούσης.

Προθεσμία ἀποδόσεως λογασιασμοῦ ὁρίζεται ἡ 31 Δεκεμβρίου 1963.

Ὁ Πρόεδρος Ὁ Ἀντιπρόεδρος Τὰ Μέλη

Ἄρθρον 3.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεως αὐτοῦ εἰς τὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 11 Νοεμβρίου 1964.

**ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ**
**Β.**

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ

**ΓΕΩΡΓ. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ**

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ

**ΣΤΕΦ. ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ**

ΤΑ ΜΕΛΗ

Α. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ, Ν. ΜΠΑΚΟΠΟΥΛΟΣ, Ι. ΤΟΥΜΠΑΣ, Κ. ΜΗΤΣΟΤΑΚΗΣ, Γ. ΜΕΛΑΣ, Ι. ΖΙΓΔΗΣ, ΣΤ. ΑΛΛΑΜΑΝΗΣ, Ν. ΕΞΑΡΧΟΣ, ΑΝΔΡ. ΚΟΚΚΕΒΗΣ, Γ. ΜΠΑΚΑΤΣΕΛΟΣ, Δ. ΠΑΠΑΣΠΥΡΟΥ, Ι. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ, ΑΘ. ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ, Π. ΠΟΛΥΧΡΟΝΙΔΗΣ, ΜΙΧ. ΣΤΕΦΑΝΙΔΗΣ, Ν. ΚΟΥΝΤΟΥΡΗΣ, ΕΥΑΓΓ. ΑΡΒΑΝΙΤΑΚΗΣ, Ν. ΜΑΛΛΙΑΚΑΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 11 Νοεμβρίου 1964.

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

**Ν. ΜΠΑΚΟΠΟΥΛΟΣ**

# Η ΔΙΕΥΘΥΝΣΙΣ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

## ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1960 ἡ ἐτησία συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν τμηματικῶς πωλουμένων φύλλων αὐτῆς καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεως ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης καὶ τῷ Παραρτήματι τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καθωρίσθησαν ὡς κάτωθι:

### Α'. ΕΤΗΣΙΑΙ ΣΥΝΔΡΟΜΑΙ

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1. | Διὰ τὸ τεῦχος Α' | Δραχ. | 400 |
| 2. | » » » Β' | » | 250 |
| 3. | » » » Γ' | » | 200 |
| 4. | » » » Δ' | » | 400 |
| 5. | » » Παράρτημα | » | 200 |
| 6. | » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιριῶν | » | 500 |
| 7. | » » τεῦχος Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κλπ. | » | 300 |
| 8. | » » Δελτίον Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς ἰδιοκτησίας | » | 200 |
| 9. | Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη, τὸ Παράρτημα καὶ τὰ Δελτία | » | 2.000 |

Οἱ Δῆμοι καὶ αἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουσι τὸ ἥμισυ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1. | Διὰ τὸ τεῦχος Α' | Δραχ. | 20.— |
| 2. | » » » Β' | » | 12,50 |
| 3. | » » » Γ' | » | 10.— |
| 4. | » » » Δ' | » | 20.— |
| 5. | » » Παράρτημα | » | 10.— |
| 6. | » » Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν | » | 25.— |
| 7. | » » τεῦχος «Πράξεις Νομικῶν Προσώπων Δημ. Δικαίου κ.λ.π.» | » | 15.— |
| 8. | » » Δελτίον Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας | » | 10.— |
| 9. | » » Δι' ἅπαντα τὰ τεύχη | » | 100.— |

### Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἕκαστον φύλλον, μέχρις 8 σελίδων, τιμᾶται δραχ. 2, ἀπὸ 9 σελίδων καὶ ἄνω ἐκτὸς εἰδικῶν περιπτώσεων, δραχ. 5.

### ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

**Ι. Εἰς τὸ Δελτίον Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:**

**Α' Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1. | Τῶν δικαστικῶν πράξεων | Δραχ. | 200 |
| 2. | Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν | » | 5.000 |
| 3. | Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν | » | 1.000 |
| 4. | Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων εἰς γενικὰς συνελεύσεις, ὡς καὶ τῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 32 τοῦ Ν. 3221)24 γνωστοποιήσεων | » | 500 |
| 5. | Τῶν ἀνακοινώσεων τῶν ὑπὸ διάλυσιν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν, κατὰ τὸ Β.Δ. 20)5)1939 | » | 100 |
| 6. | Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν | » | 2.000 |
| 7. | Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν | » | 500 |
| 8. | Τῶν ἀποφάσεων περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν | » | 300 |
| 9. | Τῶν Ὑπουργικῶν ἀποφάσεων περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν, ὡς καὶ τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων | » | 2.000 |
| 10. | Τῶν περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν | Δραχ. | 1.000 |
| 11. | Τῶν ἀποφάσεων περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν | » | 5.000 |

**Β' Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης.**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1. | Τῶν Καταστατικῶν | Δραχ. | 500 |
| 2. | Τῶν Τροποποιήσεων τῶν Καταστατικῶν | » | 200 |
| 3. | Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων | » | 100 |
| 4. | Τῶν Ἰσολογισμῶν | » | 500 |
| 5. | Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων | » | 500 |

**ΙΙ Εἰς τὸ Παράρτημα**

| | | | |
|---|---|---|---|
| 1. | Τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων | » | 200 |
| 2 | Τῶν ἀδειῶν πωλήσεως ἰαματικῶν ὑδάτων | » | 500 |

Τὸ ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) καταβλητέον ποσοστὸν ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων ἐν τῷ Δελτίῳ Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης ἐν γένει ὡρίσθη εἰς 5 ο/ο

### ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, ὅπερ μερίμνῃ τοῦ ἐνδιαφερομένου ἀποστέλλεται εἰς τὴν Ὑπηρεσίαν τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Αἱ συνδρομαὶ τοῦ ἐξωτερικοῦ δύνανται ν' ἀποστέλλωνται καὶ εἰς ἀνάλογον συνάλλαγμα δι' ἐπιταγῆς ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Ἡ καταβολὴ τοῦ ὑπὲρ τοῦ Τ.Α.Π.Ε.Τ. ποσοστοῦ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων ἐνεργεῖται ἐν Ἀθήναις μέλ εἰς τὸ ταμεῖον τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου), ἐν ταῖς λοιπαῖς δὲ πόλεσι τοῦ Κράτους εἰς τὰ Δημόσια Ταμεῖα, ἅτινα ἀποδίδουσι τοῦτο εἰς τὸ ΤΑΠΕΤ, συμφώνως πρὸς τὰ ὁριζόμενα διὰ τῆς ὑπ' ἀριθ. 192378)3639 τοῦ ἔτους 1947 (RONEO 185) ἐγκυκλίου διαταγῆς τῆς Γενικῆς Διευθύνσεως Δημοσίου Λογιστικοῦ. Ἐπὶ συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ ἀποστελλομένων δι' ἐπιταγῶν, συναποστέλλεται διὰ τῶν **πιταγῶν καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστόν.**

Ο ΔΙΕΥΘΥΝΤΗΣ ἀ. α.
**ΔΙΟΝ. Γ. ΛΟΓΑΡΑΣ**